
Coûts économiques et impact du décrochage scolaire sur le développement économique en Outaouais

Frédéric Laurin, Ph.D. en économie
Professeur en économie, École de gestion
Chercheur à l'Institut de recherche sur les PME



Août 2024



Table des matières

Liste des figures	3
Liste des tableaux.....	4
Résumé.....	6
Introduction	14
Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire en Outaouais	16
Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire	23
2.1 Conditions économiques.....	24
Revenus plus faibles	24
Emploi, chômage et taux d'activité	25
Pauvreté et dépendance économique	27
Taux d'épargne et gestion du budget familial.....	27
2.2 Impacts sociaux	28
Satisfaction au travail	28
Problèmes de santé.....	28
Santé mentale.....	29
Comportements antisociaux	29
Problèmes de consommation et de dépendance	30
Grossesses précoces ou non désirées	30
Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage.....	31
2.3 Vitalité des communautés	31
Exclusion sociale	31
Cohésion sociale et santé démocratique	31
Coût d'opportunité des loisirs	32
Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Outaouais	34
3.1 Méthode A – Fortin (2016).....	36
3.2 Méthode B.....	38
3.3 Perte économique totale régionale	39
3.4 Impact économique total.....	41
3.4 Impact économique par MRC	44
Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional	49
4.1 Innovation et créativité.....	49
4.2 Productivité.....	52

4.3 Entrepreneuriat	54
4.4 Attractivité régionale	55
4.5 Mobilisation régionale	55
4.6 Effet autocumulatif du décrochage	56
Chapitre 5. Portrait socio-économique de l'Outaouais	58
5.1 Croissance du PIB	58
5.2 Marché de l'emploi	59
5.3 Structure industrielle.....	61
5.4 Niveau de salaire, richesse et pauvreté	64
5.5 Entrepreneuriat.....	68
5.6 Conclusion du portrait socio-économique.....	69
5.6 Analyse par MRC	71
Conclusion.....	76
Bibliographie	79
Annexe	82

Liste des figures

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, (2021-2022).....	16
Figure 2. Évolution du taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de fréquentation de l'élève (1999-2000 à 2021-2022)	17
Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, par région administrative et MRC de l'Outaouais (2023)	18
Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2023)	19
Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012	21
Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Outaouais, 2021	21
Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2020)	24
Figure 8. Caractéristiques de la population active de 25 ans et plus selon le diplôme scolaire au Québec, (juin 2024)	26
Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire.....	30
Figure 10. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, en Outaouais, données de 2020 actualisées en valeur de 2024 ¹	36
Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité	54
Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional.....	56

Figure 13. Croissance réelle du PIB en moyenne annuelle	59
Figure 14. Croissance réelle du PIB en moyenne annuelle par région administrative, 2020-2024	59
Figure 15. Taux de chômage par région administrative – Niveau en juillet 2024 en pourcentage (%) et évolution entre 2014 et 2024 en points de pourcentage (p.p.)	60
Figure 16. Taux d'activité par région administrative (juillet 2024)	60
Figure 17. Évolution du taux d'activité par région administrative (2011-2024)	61
Figure 18. Relation entre la rémunération horaire moyenne des salariés (Québec, 2023) et l'indice de spécialisation en Outaouais selon le PIB (2021), par secteur d'activité	62
Figure 19. Salaire horaire médian des employés, par région administrative	64
Figure 20. Mesures de richesse par habitant – Produit intérieur brut (PIB) et revenu disponible, par région administrative	66
Figure 21. Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	66
Figure 22. Taux de faible revenu (2021), par région administrative	67
Figure 23. Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne annuelle 2018-2020....	68
Figure A1. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 2024 ¹	83

Liste des tableaux

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional	7
Tableau R2. Estimation du coût total du décrochage scolaire en Outaouais, par année, selon la méthode A ou B	11
Tableau R3. Résumé de l'analyse statistique de l'Outaouais et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable	12
Tableau 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, MRC de l'Outaouais (2021-2022)	17
Tableau 2. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire	23
Tableau 3. Données de Ménard (2009) – Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec	32
Tableau 4. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade en Outaouais, population de 15 ans et plus, données de 2020 actualisées en valeur de 2024 ¹	34
Tableau 5. Répartition de la population de 15 à 64 ans, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu en Outaouais, 2020	35
Tableau 6. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen en Outaouais, 2024	37
Tableau 7. Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, en Outaouais	40

Tableau 8. Estimation du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008)	41
Tableau 9. Estimation du coût total du décrochage scolaire en Outaouais, par année ..	43
Tableau 10. Revenu d'emploi moyen et population, par territoire, estimations	44
Tableau 11. Estimation du coût annuel du décrochage scolaire par décrocheur, par territoire.....	45
Tableau 12. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, en millions de dollars, par territoire, 2024.....	46
Tableau 13. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, par habitant de 15 ans et plus, par territoire, 2024	47
Tableau 14. Impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique.....	58
Tableau 15. Résumé de l'analyse statistique de l'Outaouais et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable	70
Tableau 16. Indice de vitalité économique, par MRC, 2020	71
Tableau 17. Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, par MRC, 2022.....	72
Tableau 18. Revenu disponible par habitant, par MRC, 2022.....	72
Tableau 19. Taux de faible revenu, part des familles ayant un faible revenu, par MRC, 2021	73
Tableau 20. Taux de chômage et taux d'activité par MRC de l'Outaouais, 2021	73
Tableau 21. Croissance du revenu d'emploi médian des 25-64 ans entre 2012-2022 (10 ans), par MRC.....	74
Tableau 22. Croissance du revenu disponible par habitant entre 2012-2022 (10 ans), par MRC.....	74
Tableau 23. Résumé de l'analyse statistique des MRC de l'Outaouais.....	75
Tableau 24. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional	77
Tableau A1. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 2024 ¹	82
Tableau A2. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2021.....	83
Tableau A3. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2024	83

Résumé

Dans ce rapport, nous montrons que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour l'Outaouais.

Pour ce faire, nous proposons une démarche en quatre étapes :

1. Répertorier, par une revue de la littérature, l'ensemble des **impacts socio-économiques** du décrochage scolaire, tant sur le plan individuel (pour les décrocheurs) que sur le plan régional (coûts économiques et sociaux);
2. Calculer une **estimation économique** des coûts du décrochage en Outaouais et dans ses MRC, incluant une comparaison avec l'ensemble du Québec;
3. Présenter un argumentaire économique démontrant les impacts du décrochage scolaire sur le **développement socio-économique** d'une région telle que l'Outaouais;
4. Présenter un **portrait socio-économique** de l'Outaouais et de ses MRC afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant une relation entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Portrait du décrochage scolaire

- **Taux de décrochage scolaire** : l'Outaouais affiche un taux de décrochage annuel de 21,4 %, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (16,3 %), soit le 12^e rang parmi les 17 régions administratives (RA) du Québec. Toutes les MRC de la région ont un taux de décrochage supérieur à l'ensemble du Québec, en particulier les MRC de Papineau, du Pontiac et de la Vallée-de-la-Gatineau qui arrivent en queue de classement parmi 103 MRC québécoises. Il y a donc un potentiel d'amélioration important.
- **Niveau d'éducation** : l'Outaouais se classe au 8^e rang parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme (11,3 %), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (9,6 %). En fait, toutes les MRC de la région se situent au-dessus du niveau québécois, en particulier Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac. L'Outaouais fait mieux avec un 4^e rang pour la part de sa population de 25 à 64 ans disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (61,1 %), un niveau plus élevé que dans l'ensemble du Québec (58,1 %). Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais font mieux que dans l'ensemble du Québec, mais, encore une fois, Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac affichent des taux nettement plus faibles.

- **Indice de littératie** : l’Outaouais est en 4^e position avec un taux de 51,6 %, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n’atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l’évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), un niveau supérieur à l’ensemble du Québec (47,7 %). Cette performance de la région semble essentiellement portée par la ville de Gatineau et les Collines-de-l’Outaouais, les autres MRC affichant des taux parmi les plus élevés au Québec.

Dans sa globalité, la région bénéficie donc d’un niveau d’éducation relativement élevé de sa population, bien qu’elle connaisse certaines problématiques de décrochage scolaire. Par contre, Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac présentent des défis très importants en matière de niveau d’éducation.

Impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Ces impacts – résumés dans le tableau R1 ci-dessous – sont multiples :

- Pour les **décrocheurs** : sur le revenu, la pauvreté, la qualité de vie, la santé, le bien-être, etc.;
- Pour les **employeurs** : sur l’innovation et la créativité, la productivité, le taux de roulement, la croissance, le potentiel de croissance, etc.;
- Pour la **région** : coûts économiques et sociaux, limitation du potentiel de développement de la région, perte de PIB, etc.

Tableau R1. Résumé de l’ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
Revenus et richesses	• Revenus plus faibles	Gouvernement
	• Chômage et absence d’emploi (inactivité)	→ Dépenses sociales
	• Actifs financiers réduits	→ Perte de recettes de taxes et d’impôt
	• Faible taux d’épargne	→ Coût d’assurance-emploi
	• Pauvreté, précarité financière et dépendance économique	Région
	• Faible possibilité d’avancement professionnel	→ Perte de PIB
		→ Pauvreté territoriale
		→ Affaiblissement cohésion sociale
		→ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.)
		→ Perte d’attractivité régionale

Productivité au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Faible productivité au travail • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindres prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problèmes • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies 	<p>Employeurs et région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Faible capital humain → Perte de productivité → Limitation du potentiel créatif → Moindre capacité d'innovation → Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique <p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Faible rendement des investissements en formation continue <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Croissance économique handicapée → Moindre entrepreneuriat régional → Affaiblissement de la structure industrielle → Perte d'attractivité régionale
Employabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible employabilité • Inactivité/Exclusion du marché du travail • Faible satisfaction au travail 	<p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Sous-utilisation des capacités productives → Pénuries de main-d'œuvre → Fort taux de roulement dans les organisations → Perte de productivité <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Inefficiency du marché du travail → Chômage et faible taux d'activité <p>Gouvernement et employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts de réinsertion au marché du travail
Impacts sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de santé physique et mentale • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) • Problèmes de consommation et de dépendance • Grossesses précoces ou non désirées 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts supplémentaires système de santé → Dépenses sociales → Dépenses policières et carcérales → Coûts vandalisme <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Affaiblissement cohésion sociale → Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) → Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté → Perte d'attractivité régionale → Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) → Hausses primes et coûts d'assurance

Société	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion sociale • Moindre participation communautaire, civique et politique • Manque d'estime de soi et de statut social 	Gouvernement → Dépenses sociales
		Région → Moindre vitalité des communautés → Affaiblissement cohésion sociale → Affaiblissement santé démocratique

Tous ces impacts risquent de créer un **cercle vicieux du décrochage** dans la région : une forte proportion de décrocheurs dans la population d'une région engendre plus de risques socio-économiques (pauvreté, chômage, exclusion, criminalité, incarcération, grossesses précoces, etc.), qui sont eux-mêmes des facteurs de risque pouvant expliquer qu'un jeune décroche. Il y a donc un **effet cumulatif et persistant** du décrochage dans le temps dans une région, avec un risque de legs intergénérationnel du décrochage.

Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Outaouais

Nous proposons une démarche permettant de faire une estimation économique des coûts du décrochage en Outaouais. Le tout est résumé dans le tableau R2 ci-dessous.

Revenus d'emploi perdus. Notre calcul se base d'abord sur les écarts de revenus entre les décrocheurs et les diplômés. Selon les données de Statistique Canada¹, le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 est substantiellement plus faible relativement aux diplômés, tant en Outaouais que dans l'ensemble du Québec. On peut estimer cet écart selon deux méthodes :

Méthode A. Suivant l'étude de Fortin (2016), on peut comparer les individus sans diplôme avec ceux qui ont obtenu au moins un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Dans ce cas, l'écart de revenu en Outaouais est de 11 546 \$ par année et par décrocheur. Sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, cette perte de revenus s'élève à terme à 635 469 \$ par décrocheur (perte d'actif financier).

Méthode B. On peut aussi comparer l'écart entre les décrocheurs et l'ensemble des diplômés. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme (DES/DEP, cégep et université) par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés en Outaouais. On obtient alors un écart moyen pondéré de 25 347 \$ par année par décrocheur en Outaouais, soit une perte de 1 464 505 \$ par décrocheur sur l'ensemble de la carrière (perte d'actif financier).

¹ Statistique Canada. *Tableau 37-10-0152-01. Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.*

Les deux méthodes sont calculées par tranche d'âge afin de tenir compte de l'évolution des revenus selon l'âge et l'expérience. Les données de 2020 sur les revenus ont été actualisées en valeur de 2024.

En utilisant les données sur le nombre d'individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en Outaouais, par tranche d'âge, on peut ainsi estimer que la perte totale de revenus pour l'Outaouais varie de 306,2 millions de dollars (méthode A) à 695,7 millions de dollars (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien et dont les données ont été actualisées en valeur de 2024.

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4 %, cette perte de revenus donne pour le gouvernement une perte de recettes d'impôts variant de 1 894 \$ (méthode A) à 4 157 \$ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 50,2 (méthode A) à 114,1 (méthode B) millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus donne aussi lieu à une perte de recettes pour le gouvernement provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 103 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 3,1 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Coût d'assurance-emploi. Il y a aussi un coût supplémentaire en versements d'assurance-emploi en raison du plus fort taux de chômage au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 4 195 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 126,5 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût en dépenses de santé à 12 278 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Cela totalise un coût de 370,3 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 6 413 \$ et 340 \$ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 193,4 millions de dollars et de 10,2 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Tableau R2. Estimation du coût total du décrochage scolaire en Outaouais, par année, selon la méthode A ou B

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs des auteurs) – Équivalent à une perte de PIB potentiel	11 546 \$ à 25 347 \$	306,2 \$ à 695,7 \$
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs des auteurs)	1 894 \$ à 4 157 \$	50,2 \$ à 114,1 \$
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	103 \$	3,1 \$
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	4 195 \$	126,5 \$
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	12 278 \$	370,3 \$
Aide sociale	6 413 \$	193,4 \$
Criminalité	340 \$	10,2 \$
Total pour le gouvernement	25 222 \$ à 27 485 \$	753,8 \$ à 817,6 \$
Impact économique total	34 874 \$ à 48 676 \$	1 009,7 \$ à 1 399,2 \$

Coût total pour le gouvernement. En additionnant les différentes pertes et dépenses supplémentaires pour le gouvernement, le coût total du décrochage pour le budget de l'État en Outaouais s'élève à 753,8 millions de dollars par année selon la méthode A et 817,6 millions de dollars selon la méthode B. Cela correspond à un montant par habitant de 15 ans et plus variant entre 2 160 \$ (méthode A) ou à 2 344 \$ (méthode B) en Outaouais.

Impact économique total. En additionnant l'impact de PIB (écart de revenus) et le coût pour le gouvernement, l'impact économique total pour l'Outaouais se chiffre à 1 milliard par année pour la méthode A et à 1,40 milliards de dollars pour la méthode B.

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total pour l'Outaouais représente un montant de 2 894 \$ (méthode A) ou de 4 011 \$ (méthode B) par habitant de 15 ans et plus et par année.

Impacts sur le développement économique régional

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous démontrons aussi que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région peut significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous présentons un argumentaire économique expliquant comment le décrochage scolaire peut avoir un effet négatif sur plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Portrait socio-économique de l'Outaouais

Afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant un lien entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons un portrait socio-économique de l'Outaouais (tableau R3).

La situation de l'Outaouais est assez contrastée. En fait, son territoire est possiblement caractérisé par deux dynamiques économiques parallèles. La première repose essentiellement sur la forte présence des administrations et des services publics, des secteurs offrant des salaires élevés en moyenne, et dont les emplois exigent généralement des qualifications requérant des études post-secondaires. On note donc dans la région un salaire médian élevé et une forte proportion de la population ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université.

La deuxième dynamique est caractérisée par une structure industrielle peu diversifiée, avec peu de spécialisations sectorielles à forts salaires. Cette situation serait cohérente avec les faiblesses de la région en matière de richesse par habitant, de pauvreté et d'assistance sociale, mais aussi avec le fort taux de décrochage scolaire de la région et la proportion relativement plus élevée de la population sans aucun diplôme, en particulier dans les MRC de Papineau, du Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau.

Tableau R3. Résumé de l'analyse statistique de l'Outaouais et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Valeur	Rang sur 17	Cohérence avec niveau d'éducation
Persévérance scolaire et niveau d'éducation			
Taux de sorties sans diplôme ni qualification 2021-2022	21,4 %	12	-
Population de 25 à 64 ans sans diplôme 2023	11,3 %	8	-
Population de 25 à 64 ans ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université 2023	61,1%	4	-
Indice de littératie 2021	51,6 %	4	-
Variables socio-économiques			
Croissance du PIB			
Croissance 2015-2019	2,3 %	8	Fort
Croissance 2020-2024	2,3 %	2	Faible
Marché de l'emploi			
Taux de chômage juillet 2024	6,1 %	12	Moyenne

Taux d'activité juillet 2024	65,7 %	3	Faible
Structure industrielle			
Indice de spécialisation 2021	Peu diversifiée, poids important de la fonction publique	-	
Niveau de salaire, richesse et pauvreté			
Salaire horaire médian 2021	32,69 \$	1	Faible
Croissance du salaire horaire médian 2015-2023	36 %	6	Faible
PIB par habitant 2023	46 739 \$	14	Faible
Revenu disponible par habitant 2022	34 573 \$	12	Moyenne
Taux d'assistance sociale mars 2024	5,2 %	11	Moyenne
Taux de faible revenu 2021	7,7 %	12	Moyenne
Entrepreneuriat			
Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne annuelle 2018-2020	10,93	11	Moyenne

Introduction

Ce rapport de recherche s'intéresse aux conséquences économiques du décrochage scolaire en Outaouais, et plus particulièrement aux mécanismes par lesquels le décrochage scolaire peut avoir un impact sur le développement économique régional.

L'Outaouais fait face à certains enjeux liés à la réussite scolaire. Elle se classe relativement bien pour le niveau d'éducation de sa population, avec un 4^e rang parmi les 17 régions administratives (RA) du Québec pour la part de sa population de 25 à 64 ans disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (61,1 %) et pour le niveau de littératie de sa population (51,6 %). En revanche, elle se situe au 12^e rang pour son taux de décrochage scolaire annuel de 21,4 %, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (16,3 %), et au milieu du classement (8^e rang) pour la proportion de sa population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme (11,3 %).

Il existe une vaste littérature scientifique confirmant l'ampleur des coûts économiques du décrochage scolaire, tant pour les individus décrocheurs que pour la société. Cette littérature sera brièvement recensée dans ce rapport. Les estimations des coûts économiques varient d'une étude à l'autre, mais dans tous les cas, ils sont substantiels. Traditionnellement, cet impact est mesuré sous l'angle d'une analyse coût-bénéfice, visant à vérifier la rentabilité socio-économique d'une politique publique en matière de lutte au décrochage scolaire. Suivant cette approche, nous proposons une démarche permettant d'estimer le coût économique du décrochage scolaire en Outaouais uniquement dans le but de donner un ordre de grandeur très approximatif.

Bien que cette approche soit intéressante pour justifier la mise en œuvre de politiques publiques visant à soutenir la persévérance scolaire, l'analyse coût-bénéfice est limitative dans le sens où elle ne considère que des éléments qui sont mesurables ou estimables en valeur monétaire. Ce faisant, elle omet de prendre en considération de multiples conséquences, qui sont peut-être imperceptibles à court terme, mais qui se diffusent à petite dose à travers le tissu économique et social de la région à moyen et long terme. Nous montrerons comment le cumul sociétal de ces « petites doses » peut, à terme, se révéler d'une grande ampleur.

Ainsi, en parallèle à l'estimation d'un coût socio-économique régional, nous proposons une analyse plus globale et systémique des impacts du décrochage scolaire, soit par une approche de développement économique régional allant bien au-delà des retombées purement monétaires. Nous nous intéressons aux leviers pouvant créer de la valeur ajoutée pour une région, soit plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Cependant, la littérature scientifique suivant cette voie pour démontrer les impacts du décrochage est presque inexistante. Par conséquent, notre stratégie est de présenter brièvement le rôle de chacun de ces leviers dans le développement d'une région afin de

discuter des impacts possibles du décrochage scolaire sur eux et, par ce biais, sur la trajectoire socio-économique de cette région.

Afin d'illustrer cette relation théorique entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons également un portrait socio-économique de l'Outaouais. Cette démarche permet de vérifier si ce portrait est cohérent avec la situation de l'Outaouais en matière d'éducation globale de sa population, telles que décrite ci-dessus.

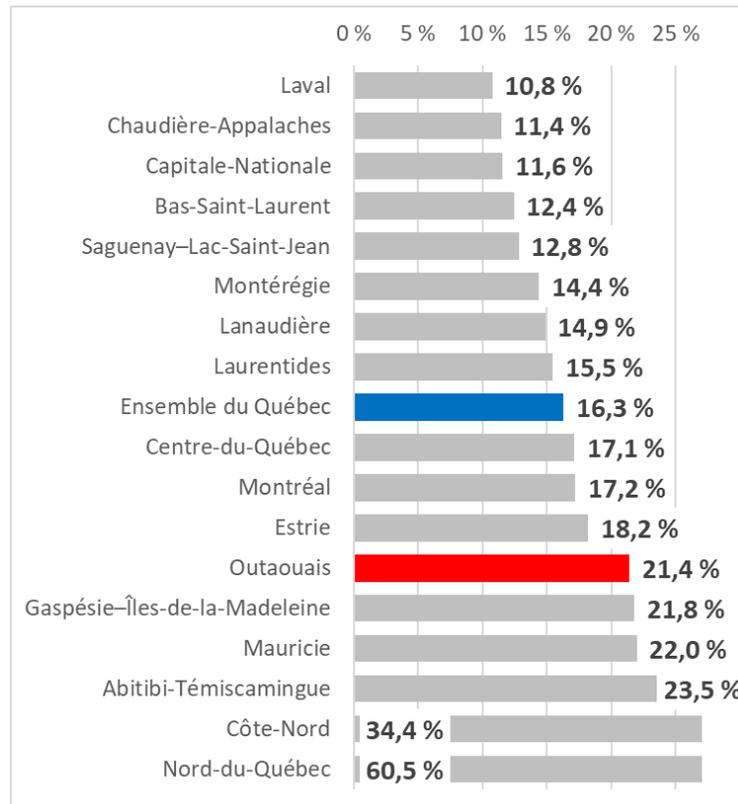
Ce rapport est structuré de la façon suivante : dans le premier chapitre, nous traçons d'abord un portrait du décrochage scolaire en Outaouais et dans ses Municipalité régionale de comté (MRC) afin d'établir l'ampleur de la problématique régionale. Dans un second chapitre, nous présentons une revue de la littérature répertoriant les multiples conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Dans le chapitre 3, nous élaborons une démarche statistique nous permettant d'obtenir une estimation chiffrée du coût économique du décrochage scolaire en Outaouais. Dans le chapitre 4, nous décrivons le rôle de divers leviers économiques sur le développement régional avant d'en faire le lien avec le niveau d'éducation et le décrochage au sein de la population de la région. Dans le dernier chapitre, nous établissons un portrait socio-économique de l'Outaouais et de ses MRC afin d'illustrer ces liens entre décrochage et développement régional.

Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire en Outaouais

Avant d'en analyser les impacts, nous décrivons d'abord l'état du décrochage scolaire en Outaouais. La figure 1 indique le taux de sorties sans diplôme ni qualification par région administrative (RA) en 2021-2022 (données les plus récentes), c'est-à-dire la part des élèves du secondaire en formation générale des jeunes ayant quitté le secondaire lors d'une année donnée alors qu'ils n'avaient aucun diplôme ni qualification.

L'Outaouais se trouve au 12^e rang parmi les 17 RA, avec un taux de décrochage annuel de 21,4 %, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (16,3 %). Il y a donc un potentiel d'amélioration important par rapport à plusieurs autres RA québécoises.

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, (2021-2022)



Source : ministère de l'Éducation, *Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes*.

Ce taux de décrochage de 21,4 % en Outaouais cache une très forte hétérogénéité entre ses MRC. Le tableau 1 ci-dessous présente le taux de sorties sans diplôme ni qualification par MRC, indiquant le rang de celle-ci parmi les 103 MRC du Québec pour

lesquelles nous avons des données. Toutes les MRC de la région affichent un taux de décrochage supérieur à l'ensemble du Québec. En particulier, les MRC de Papineau, du Pontiac et de la Vallée-de-la-Gatineau sont caractérisées par des niveaux de décrochage annuel très élevés, les plaçant en queue de classement parmi les 103 MRC québécoises.

Tableau 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, MRC de l'Outaouais (2021-2022)

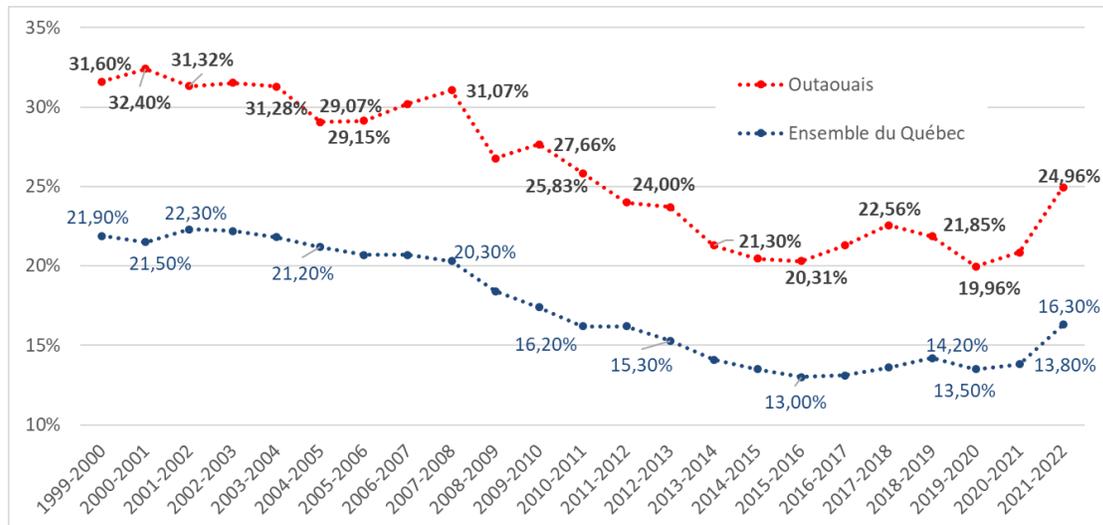
	Taux	Rang sur 103-
Ensemble du Québec	16,3%	-
Les Collines-de-l'Outaouais	16,9%	47
Gatineau	20,2%	69
Ensemble de l'Outaouais	21,4%	-
Papineau	25,0%	85
Pontiac	36,6%	96
La Vallée-de-la-Gatineau	44,0%	98

Source : ministère de l'Éducation, *Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes*.

Ce taux de décrochage scolaire a systématiquement été plus élevé en Outaouais que dans l'ensemble du Québec dans les 20 dernières années (figure 2), malgré une remarquable tendance générale à la baisse depuis une vingtaine d'années, tant au Québec qu'en Outaouais. On note toutefois une petite remontée depuis 2020-2021, à la suite de la fin de la pandémie à la COVID-19. Il faudra voir si cette remontée se confirme dans les prochaines années ou si elle est purement conjoncturelle. On note que cette figure présente le taux de décrochage par lieu de fréquentation de l'élève, pour lequel les données historiques sont disponibles, alors que la figure 1 plus haut montre les données selon le lieu de résidence de l'élève qui correspondent davantage à une caractérisation régionale².

Figure 2. Évolution du taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de fréquentation de l'élève (1999-2000 à 2021-2022)

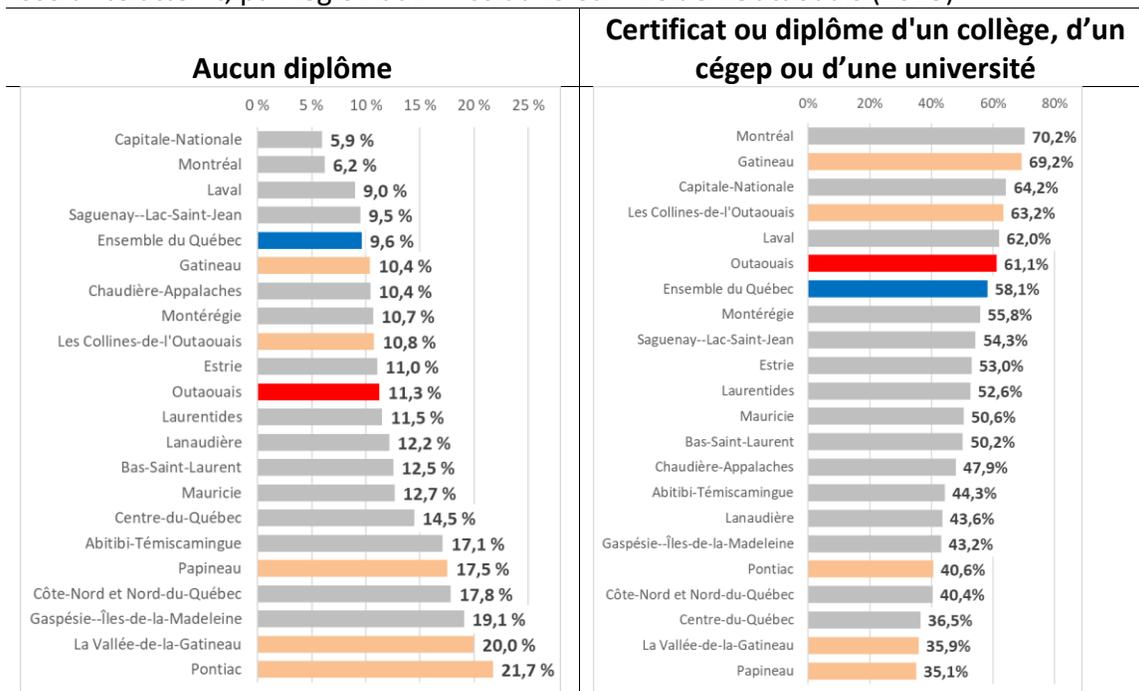
² Les données sur le décrochage scolaire selon lieu de résidence illustrent davantage le niveau de réussite scolaire de la population de la région que les données selon le lieu de fréquentation qui inclut des élèves provenant d'autres régions.



Source : ministère de l'Éducation, *Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes*.

Les taux de sorties sans diplôme ni qualification correspondent à des flux annuels et ne mesurent pas le stock total de personnes non-diplômés dans la population. Pour ce faire, nous utilisons des données de 2023 sur la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint (figure 3, partie de gauche).

Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, par région administrative et MRC de l'Outaouais (2023)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Note : Comparaison illustrative seulement entre les régions administratives et les MRC puisque la source des données pour les régions administratives (Institut de la statistique du Québec) diffère de celles pour les MRC (Statistique Canada).

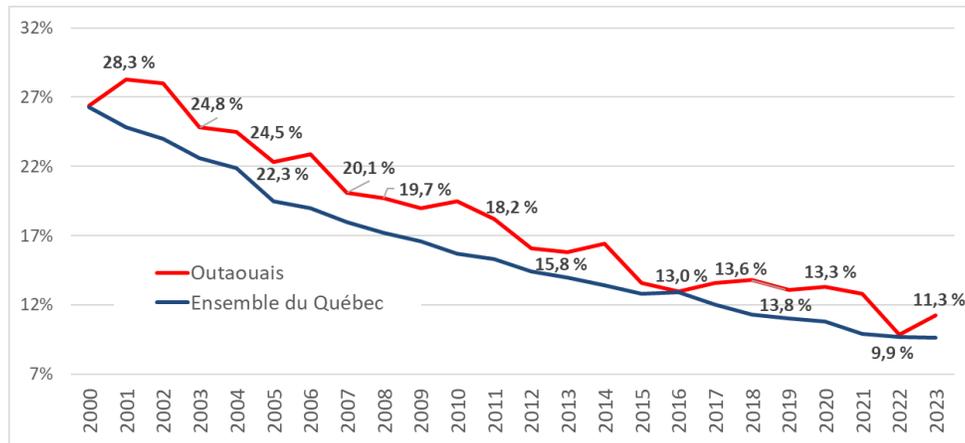
L'Outaouais se classe au 8^e rang parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme (11,3 %), soit un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (9,6 %). En fait, toutes les MRC de la région se situent au-dessus du niveau québécois, en particulier Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac qui présentent des pourcentages d'individus sans diplôme parmi les plus élevés au Québec.

L'Outaouais se trouve à un bien meilleur rang (4^e) pour la part de sa population de 25 à 64 ans disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (61,1 %) (figure 3, partie de droite), un niveau légèrement plus élevé que dans l'ensemble du Québec (58,1 %). Pour cette catégorie de la population diplômée, Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais font mieux que dans l'ensemble du Québec, mais, encore une fois, Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac affichent des taux nettement plus faibles.

L'Outaouais fait donc face à certains enjeux par rapport au niveau d'éducation de sa population, avec un fort niveau de décrochage scolaire et une proportion d'individus sans diplôme qui place la région dans le milieu du classement des RA. En même temps, la proportion d'individus ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université est relativement élevée, quoique moindre que des centres urbains tels que Montréal, la Capitale-Nationale et Laval.

Conséquemment à la chute tendancielle du taux de décrochage scolaire depuis 20 ans, la proportion de la population de 25 à 64 ans ne disposant d'aucun diplôme suit elle aussi une tendance importante à la baisse (figure 4), passant de 26,4 % en 2000 à 11,3 % en 2023 en Outaouais.

Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2023)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

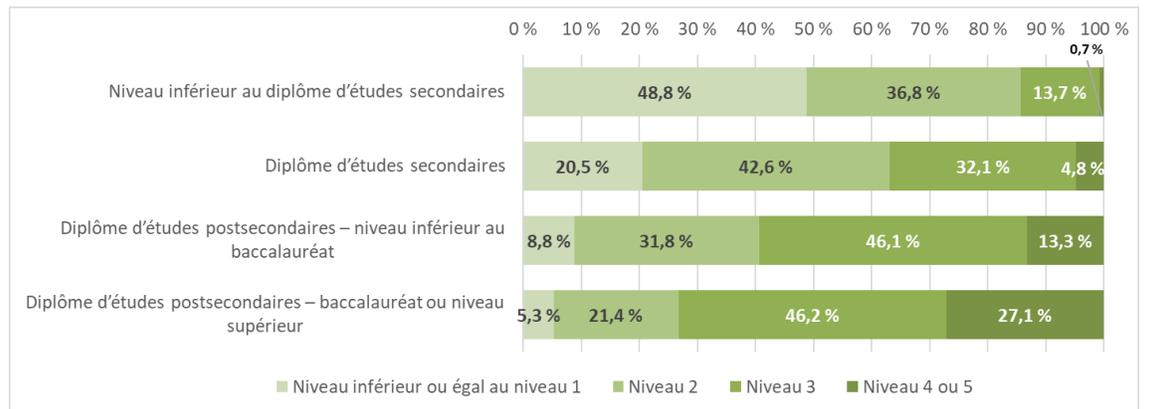
Langlois (2021) estime un indice de littératie pour les régions administratives et les MRC du Québec. Plus précisément, il utilise une méthodologie permettant d'estimer la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), mise en œuvre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le niveau 3 est considéré comme le seuil à atteindre afin d'avoir les outils nécessaires pour bien fonctionner. À ce seuil, le répondant peut comprendre des textes plus complexes et plus longs contenant plusieurs informations (Langlois, 2021).

Le niveau de littératie est un indicateur important pour comprendre les liens entre le décrochage scolaire et le développement économique. L'OCDE définit la littératie comme étant « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités ». Dans l'approche de l'OCDE, la littératie est un concept plus large qu'une simple mesure des compétences en lecture, pour « englober une gamme de connaissances, de compétences et d'habiletés qui ont trait à la lecture, aux mathématiques, aux sciences, et plus encore³ ». Cela concerne donc l'acquisition de compétences et d'habiletés diverses nécessaires au marché du travail, facilitant notamment l'adaptation aux changements technologiques. Par exemple, le niveau 4 ou 5 du PEICA correspond à des personnes pouvant « accomplir des tâches qui nécessitent l'intégration d'informations de plusieurs textes denses et complexes ainsi qu'un raisonnement par inférence » (OCDE et autres, 1995). On peut donc deviner les liens entre la littératie et la capacité des individus à contribuer à la productivité des entreprises, à l'innovation, à la créativité, à l'adaptation aux changements technologiques, à l'entrepreneuriat, etc. Sous cette approche, les compétences en littératie s'acquièrent et se développent tout au long du parcours

³ Statistique Canada, 2003, *Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation*, numéro 81-582-XIF.

éducatif, de la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires. D'ailleurs, Langlois (2023), Desrosiers et autres (2003) et Desrosiers (2015) démontrent l'impact de l'obtention d'un diplôme sur le niveau de littératie.

Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012

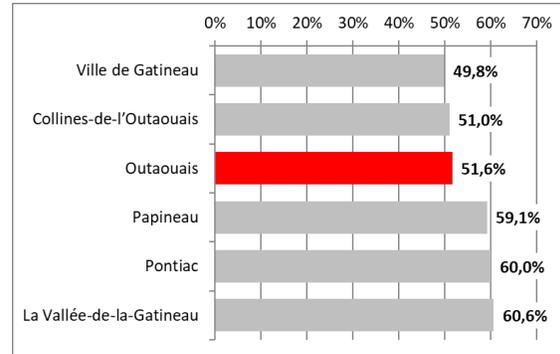
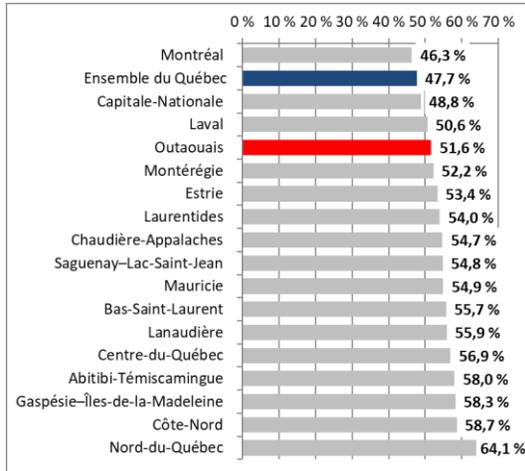


Source : Statistique Canada, *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, 2012, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, tiré de Desrosiers, 2015.

À titre d'illustration, la figure 5 présente la proportion de la population de 16 à 65 ans selon le niveau de compétence en littératie du PEICA et selon le plus haut niveau de scolarité atteint. On remarque que les niveaux 3, 4 et 5 tendent à augmenter avec le niveau de scolarité atteint. Cependant, la figure 5 indique aussi que des difficultés de littératie (sous le niveau 3) peuvent persister même chez des individus ayant obtenu des diplômes d'études postsecondaires.

La figure 6 (partie de gauche) classe les régions administratives selon cet indice de littératie en 2021, en rappelant qu'un pourcentage élevé indique une moins bonne performance, c'est-à-dire une plus forte proportion de la population n'atteignant pas le niveau 3. L'Outaouais est en 4^e position avec un taux de 51,6 %, bien que ce niveau soit supérieur aux grandes régions métropolitaine (Montréal, Capitale-Nationale, Laval) mais aussi à l'ensemble du Québec (47,7 %). Dans la figure 6 (partie de droite), on voit d'importants écarts entre les MRC de l'Outaouais. La bonne performance de la région en matière de littératie semble essentiellement portée par la ville de Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais, puisque les autres MRC affichent des taux parmi les plus élevés au Québec.

Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Outaouais, 2021



Source : Langlois (2023), Fondation pour l'alphabétisation.

Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire, qui sont décrits et répertoriés dans cette section.

Plusieurs études ont tenté d'estimer les coûts socio-économiques induits par le décrochage scolaire dans une approche d'analyse coût-bénéfice (Belfield et autres, 2007; Levin et autres, 2007; Stuit et autres, 2010; Catterall, 2011). Cette démarche est illustrée dans le tableau 2 ci-dessous. D'un côté de l'analyse, on retrouve le coût que représente le montant de la dépense publique liée à une politique de lutte contre le décrochage. De l'autre, on remarque les bénéfices attendus de cette politique, soit la réduction des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage. Si la politique publique est efficace, elle devrait contribuer à diminuer le nombre de décrocheurs et, par conséquent, réduire les coûts négatifs associés au décrochage.

Tableau 2. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire

Coûts	Bénéfices
Dépenses publiques liées à la politique de lutte contre le décrochage scolaire	Réduction des coûts économiques et des conséquences sociales du décrochage scolaire

Dans cette étude, nous nous concentrerons sur cette dernière composante de l'analyse, soit l'estimation des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage.

Ceux-ci s'évaluent d'abord sur une base individuelle : quelles sont les conséquences potentielles, pour un individu, de ne pas avoir obtenu un diplôme? La littérature scientifique montre notamment que les décrocheurs font face à un plus grand risque de désavantage socio-économique par rapport à la population diplômée (Eurofound, 2012; Carlson, 2013; Campbell, 2015). À partir de ces conséquences individuelles, on peut ensuite déterminer les impacts économiques et sociaux au niveau sociétal.

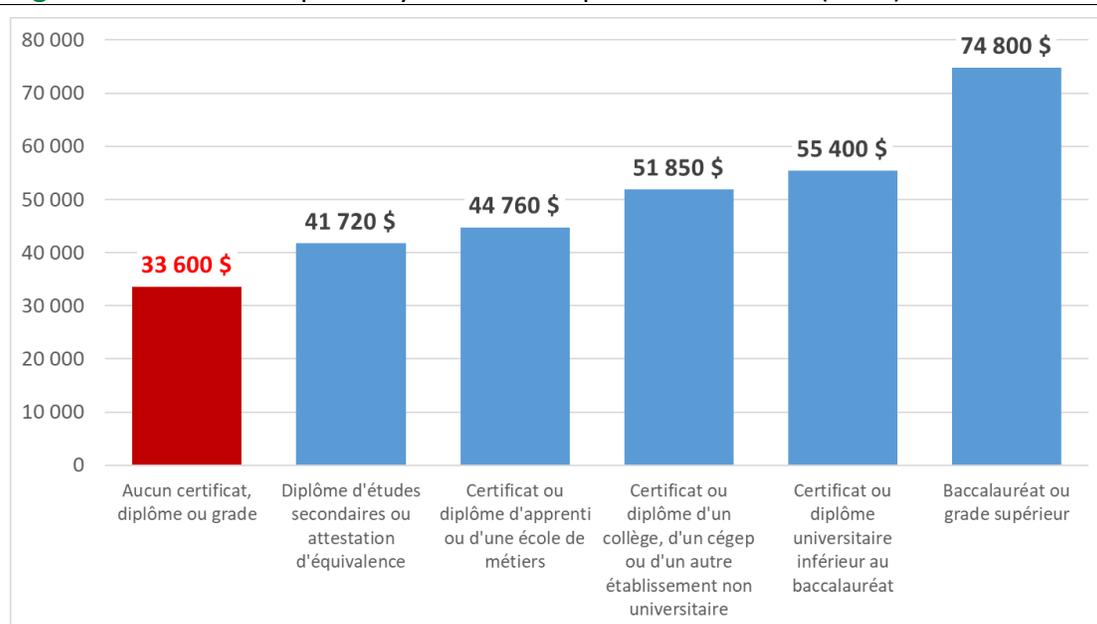
Évidemment, les conséquences individuelles varient selon les individus, et il ne faut pas considérer l'analyse qui suit comme une généralisation de l'ensemble des décrocheurs. Notre texte discute des effets possibles du décrochage, que l'on peut interpréter comme une augmentation du risque (ou de la prévalence) chez les individus décrocheurs de subir certaines conséquences négatives liées à l'absence de diplomation.

2.1 Conditions économiques

Les premières conséquences touchent aux conditions économiques des décrocheurs, notamment sur le plan des salaires et des revenus.

Revenus plus faibles. La figure 7 illustre que le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 (plus récentes données) est substantiellement plus faible (33 600 \$) relativement aux diplômés. De plus, ce revenu tend à augmenter avec le niveau de diplôme. Ainsi, les personnes ayant au moins un diplôme d'études secondaires (ou équivalent) peuvent gagner en moyenne 19,5 % de plus annuellement (soit 41 720 \$) que les non-diplômés, mais cela peut aller à plus du double pour les détenteurs d'un grade universitaire de baccalauréat ou de niveau supérieur (74 800 \$ en moyenne).

Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2020)



Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

En économie, le salaire est fortement déterminé par la productivité des travailleurs (au sens large) (Mankiw et autres, 1992; Grossman, 2006). Or, l'employabilité – c'est-à-dire l'ensemble des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi – risque d'être restreinte chez un décrocheur (Heckman, 2004; Hankivsky, 2008; Rumberger, 2011; De Witte et autres, 2017; Langlois, 2018). Un niveau d'éducation plus poussé permet de développer des compétences de base non seulement en littératie, en numératie et en résolution de problèmes, mais aussi en savoir technique et spécifique. Ainsi, par

manque de compétences et de qualifications, la productivité des décrocheurs est souvent plus faible, menant à des niveaux de salaires inférieurs (Haveman et autres, 1984; Rumberger, 2011; Carlson, 2013; Uppal, 2017). Ceux-ci sont aussi déterminés par l'offre et la demande sur le marché du travail : les emplois très qualifiés sont souvent en demande, mais avec une offre limitée, augmentant ainsi la rémunération.

Autre conséquence, le manque d'éducation limite les possibilités d'avancement professionnel permettant d'atteindre des échelons salariaux supérieurs (Badulescu et autres, 2016). Les individus ayant davantage d'éducation disposent généralement de compétences et d'habiletés supplémentaires pour se faire valoir sur le marché du travail, réaliser des défis professionnels et accomplir des tâches plus complexes, donnant lieu à des promotions et des primes salariales. Il est aussi possible que la détention d'un diplôme agisse comme un signal (*signaling*) auprès des employeurs permettant de filtrer les candidatures à un emploi ou à une promotion (Spence, 1973; Carlson, 2013). Enfin, le décrochage limite les possibilités de développement professionnel, car le manque de qualifications ou de connaissances fondamentales rend la réussite de formations continues plus difficile.

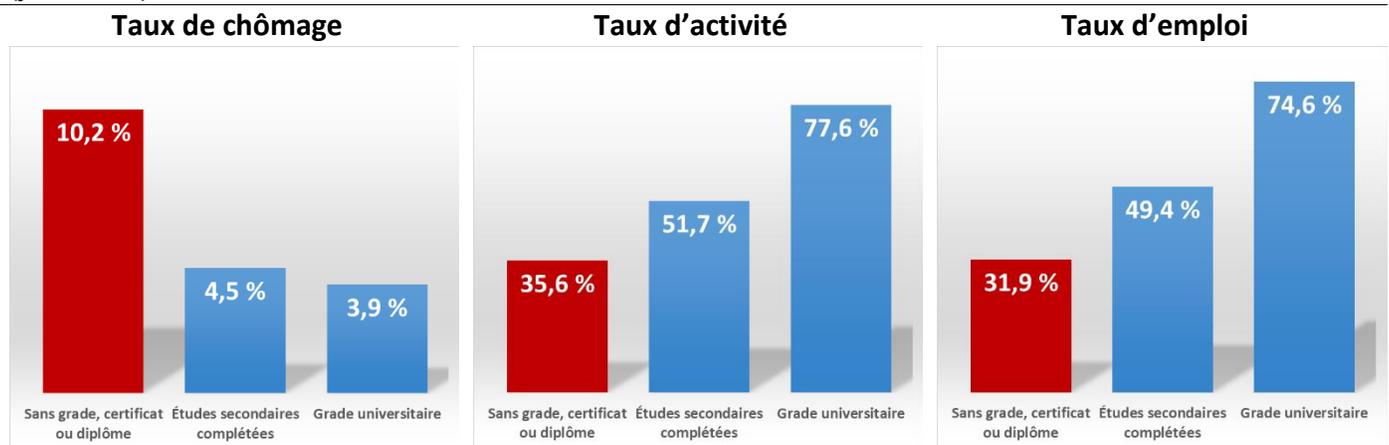
Pour toutes ces raisons, les décrocheurs se retrouvent souvent confinés à des emplois moins rémunérateurs (Card, 1999; Cheeseman Day et autres, 2002; Hankivsky, 2008; Sum et autres, 2009; Heisz et autres, 2015; Badulescu et autres, 2016; Uppal, 2017). Par exemple, selon les calculs de Fortin (2016), la perte de revenus pour les décrocheurs par rapport aux diplômés peut varier de 453 000 \$ à 563 000 \$ sur l'ensemble de leur carrière. Heisz et autres (2015) établissent un lien significatif entre le niveau de compétences en littératie des travailleurs et l'incidence de faible revenu. L'étude de Langlois (2018), qui compare le Québec à l'Ontario, estime que le fait d'améliorer les compétences en littératie d'un jeune travailleur mène à un gain de revenus de 202 142 \$ sur l'ensemble de sa carrière.

Pour le gouvernement, des salaires plus faibles ramènent moins de recettes d'impôts – en raison de revenus imposables plus faibles – et de taxes – en raison de possibilités de consommation réduites avec un plus faible revenu.

Emploi, chômage et taux d'activité. Par manque de compétences générales ou spécifiques, les décrocheurs peuvent avoir des difficultés à pourvoir des emplois exigeant des qualifications particulières (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Hankivsky, 2008; Sum et autres, 2009; Rumberger, 2011; Carlson, 2013; Uppal, 2017). Ils se retrouvent donc en forte concurrence sur des emplois à faible qualification. En conséquence, le taux de chômage est nettement plus élevé au sein des décrocheurs relativement aux individus ayant un diplôme. Selon les données de Statistique Canada datant de juin 2024 (figure 8, partie de gauche), le taux de chômage au Québec des individus (de 25 ans et plus) n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade s'élève à 10,2 %, alors que le Québec subit de graves pénuries de main-d'œuvre et que

le taux de chômage global dans la province est de 4,6 %. La figure 8 démontre aussi que le taux de chômage chez les détenteurs d'un grade universitaire est extrêmement bas dans ce contexte. Historiquement, le taux de chômage chez les individus ayant seulement un diplôme secondaire était plus élevé que dans l'ensemble de la population, mais en raison de la sévérité des pénuries de main-d'œuvre, il se situe en juin 2024 presque au même niveau que le chômage global dans la province. Ceci démontre la valeur d'obtenir tout au moins un diplôme d'études secondaires. Pour le gouvernement, le chômage donne lieu à une augmentation des coûts en versements de prestations d'assurance-emploi. Pour les individus, être chômeur fragilise leur situation financière.

Figure 8. Caractéristiques de la population active de 25 ans et plus selon le diplôme scolaire au Québec, (juin 2024)



Source : Statistique Canada, *Tableau 14-10-0117-01 Caractéristiques de la population active selon le diplôme scolaire, données mensuelles non désaisonnalisées.*

Cependant, le calcul du taux de chômage ne tient compte que des individus cherchant un emploi (définition technique du chômage). Ainsi, les individus qui ne travaillent pas et qui ne cherchent pas un emploi sont comptabilisés au sein de la population dite « inactive ». On retrouve dans cette catégorie les étudiants sans emploi, les personnes en congé de maternité/paternité, les parents s'occupant de leurs enfants à la maison, les retraités, les personnes ayant un handicap physique ou mental les empêchant de travailler, etc.

Cependant, la population inactive inclut aussi les personnes qui seraient aptes à travailler, mais qui ne sont pas actives sur le marché du travail. Il peut être problématique pour une région d'avoir une plus forte proportion de ce type de population. Ces individus représentent pour l'économie régionale une perte de potentiel productif, surtout en situation de pénurie de main-d'œuvre. N'ayant ni revenu d'emploi ni droit à des prestations d'assurance-emploi, ils peuvent se retrouver dans des situations de pauvreté et de dépendance à des programmes sociaux pour subvenir à leurs besoins. Pour le gouvernement, il y a donc une augmentation des dépenses publiques (divers programmes sociaux), en plus d'une perte de recettes fiscales sur les

revenus que ces individus auraient pu gagner s'ils avaient été sur le marché du travail. Les individus sans emploi peuvent aussi représenter un coût supplémentaire en matière de raccrochage à une formation qualifiante (Ménard, 2009; Blaya, 2012).

Pour tenir compte de ce phénomène, il est utile de prendre en considération le taux d'activité, soit la proportion de la population active de 25 ans et plus ayant un emploi ou cherchant un emploi. La partie centrale de la figure 8 donne le taux d'activité par niveau de diplôme en juin 2024 au Québec. On voit que le taux d'activité est considérablement plus faible chez les individus sans grade, certificat ou diplôme (35,6 %), alors que ce taux s'élève à 77,6 % pour l'ensemble de la population du Québec.

On peut aussi observer que le taux d'emploi de la population âgée de 25 ans et plus (figure 8, partie de droite) est nettement plus faible chez les personnes sans grade, certificat ou diplôme (31,9 %), alors qu'il s'élève à 74,6 % pour l'ensemble de la population du Québec.

Bref, les données de la figure 8 montrent qu'il y a une relation positive entre le niveau d'éducation et la situation sur le marché de l'emploi.

Pauvreté et dépendance économique. Ces situations de faibles revenus, de chômage ou d'exclusion du marché du travail peuvent mener à la pauvreté chronique et à la précarité financière (Hankivsky, 2008; Rumberger, 2011; Blaya, 2012; Carlson, 2013), ainsi qu'à de possibles conséquences socio-psychologiques (voir ci-dessous). Tout cela rend les décrocheurs plus susceptibles de devoir dépendre économiquement de prestations et de soutiens gouvernementaux : bien-être social, aide au logement et logement social, coûts de santé, prestations de suppléments de revenus, assurance-emploi, etc.

Par conséquent, une augmentation du décrochage tend à coïncider avec une augmentation des dépenses sociales du gouvernement. Selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, en mai 2024, 57,8 % des adultes prestataires de programmes d'aide sociale ou de solidarité sociale au Québec n'avaient pas de diplôme⁴.

Taux d'épargne et gestion du budget familial. Des études permettent de remarquer une plus grande difficulté chez les décrocheurs à mettre en œuvre une saine gestion du budget familial (Haveman et autres, 1984; Hankivsky, 2008). Cela s'explique par de plus faibles connaissances en littératie financière en raison du manque d'éducation. En conséquence, on remarque un taux d'épargne inférieur chez les décrocheurs en

⁴ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, Direction de l'analyse et de l'information de gestion, mai 2024, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/assistance_soc/clientele/2024/STAT_clientele_prog-aide-sociale_mai_2024_MEES.pdf.

comparaison du reste de la population (Attanasio, 1998; Girshina, 2019). Tout cela contribue à aggraver les situations de pauvreté et de précarité financière.

2.2 Impacts sociaux

Il est démontré que les décrocheurs sont plus à risque de connaître divers problèmes psychologiques et sociaux. Pour le gouvernement, ces impacts donnent lieu à une augmentation des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Satisfaction au travail. Avec un risque de gagner moins d'argent, moins de possibilités d'avancement professionnel et de promotion et un confinement à des emplois plus routiniers et moins intéressants, les décrocheurs peuvent développer une faible satisfaction au travail, entretenant de faibles aspirations professionnelles (McCaul et autres, 1992; Oreopoulos et autres, 2011).

Problèmes de santé. Les études démontrent un lien entre un faible niveau de revenus, un faible niveau d'éducation et l'état de santé physique (Haveman et autres, 1984; Levin et autres, 2007; Muennig, 2007; Hankivsky, 2008; Rumberger, 2011; Eurofound, 2012; Belfield, 2014; Uppal, 2017). En effet, les individus disposant de moyens financiers limités ont davantage de difficulté à assurer une alimentation saine et équilibrée. Ils risquent aussi de souffrir de perturbations psychosociales pouvant affecter leur santé physique. Le manque d'éducation, quant à lui, coïncide avec un manque de connaissances, de prévoyance ou de sensibilisation envers les facteurs de base permettant de maintenir une bonne santé (Hankivsky, 2008). Un bon niveau de littératie est aussi nécessaire pour comprendre et respecter les traitements thérapeutiques (prise de médicaments, auto-traitement, etc.) et effectuer les suivis médicaux requis (Hankivsky, 2008).

Les études montrent d'ailleurs que l'espérance de vie des décrocheurs est plus courte que celle des diplômés (Rumberger, 2011; Blaya, 2012), cette différence pouvant représenter de six à neuf ans en moyenne (Levin et autres, 2007; Hankivsky, 2008; Ménard, 2009). Muennig (2007) indique que les individus sans diplôme d'études secondaires aux États-Unis (*high school diplomas*) sont plus à risque de mourir prématurément de maladies cardiovasculaires (35 % des décès parmi les décrocheurs), de cancer (27 %), d'infections (9 %), de blessures (5 %), de maladies pulmonaires (5 %) et de diabète (4 %).

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts supplémentaires en dépenses de santé⁵.

⁵ Cependant, l'effet du décrochage sur les dépenses publiques en santé est incertain puisqu'il est possible que les individus ayant une meilleure éducation aient davantage recours à des soins préventifs et visitent plus souvent les professionnels de la santé, augmentant les coûts de la santé pour le gouvernement (Levin et autres, 2007).

Santé mentale. Les situations décrites précédemment – faibles revenus, précarité financière, pauvreté, chômage, dépendance économique, absence de possibilités d’avancement professionnel – peuvent mener à des situations de stress, d’anxiété, de dépression, de troubles psychologiques, d’exclusion sociale et de manque d’estime de soi (Oreopoulos et autres, 2011; Rumberger, 2011; Eurofound, 2012; Badulescu et autres, 2016). Il y a donc une plus grande prévalence de problèmes de santé mentale chez les décrocheurs. Par exemple, au Québec, Ménard (2009) estime que le risque de dépression à l’âge adulte est de 15 % chez les décrocheurs contre seulement 9 % chez les diplômés.

Pour le gouvernement, cela représente des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Comportements antisociaux. Les études notent aussi une plus forte prévalence de problèmes de délinquance, de vandalisme, de crime et d’incarcération chez les décrocheurs (Haveman et autres, 1984; McCaul et autres, 1992; Levin et autres, 2007; Hankivsky, 2008; Sum et autres, 2009; Oreopoulos et autres, 2011; Rumberger, 2011; Blaya, 2012; Eurofound, 2012; Belfield, 2014; Badulescu et autres, 2016; Uppal, 2017). Par exemple, selon Développement des ressources humaines Canada (2002), 12 % des décrocheurs au Canada ont une condamnation au criminel contre seulement 3 % pour les diplômés. Aux États-Unis, Sum et autres (2009) estiment que le risque d’institutionnalisation des décrocheurs est 63 fois plus élevé que chez les individus ayant obtenu un diplôme de premier cycle universitaire (*college degree*). Toujours aux États-Unis, Levin et autres (2007) calculent que les décrocheurs représentent 50 % de la population carcérale alors qu’ils ne constituent que 20 % de la population totale. Pour le Québec, selon le rapport de Ménard (2009), la proportion de la population carcérale serait de 63 % chez les décrocheurs contre 37 % chez les diplômés.

Ceci découle notamment des difficultés économiques que peuvent vivre les décrocheurs, de l’exclusion sociale, mais aussi des conséquences sur l’état psychologique évoquées précédemment. Il est aussi possible qu’une éducation plus avancée permette de mieux contextualiser certaines normes et valeurs sociales, contribuant à une plus grande adhésion personnelle à ces dernières.

Pour le gouvernement, cela représente des coûts en dépenses sociales, carcérales et policières, ainsi que des coûts de nettoyage et de réparation liés au vandalisme.

Au niveau collectif, les territoires pâtissant d’une plus grande prévalence de comportements antisociaux vivent une perte de bien-être et de qualité de vie, affectant négativement leur attractivité, tant auprès des nouveaux résidents et de la main-d’œuvre que des entreprises et des entrepreneurs. Les résidents victimes de la délinquance et du vandalisme subissent aussi des dommages en biens mobiliers – générant des coûts de réparation et des hausses de primes d’assurance – et

possiblement des conséquences psychologiques – générant une hausse des dépenses de santé.

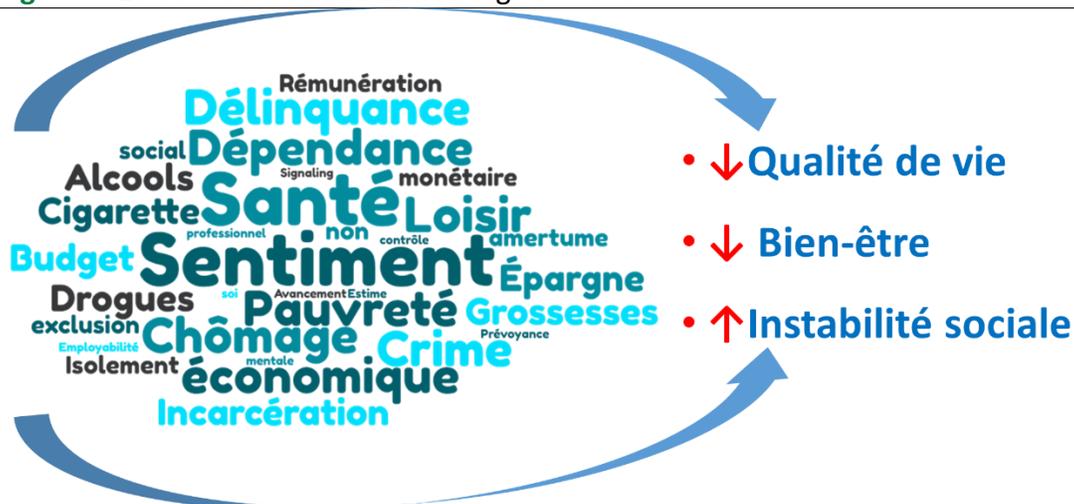
Problèmes de consommation et de dépendance. Les fragilités financières et psychosociales liées au décrochage peuvent engendrer des problèmes de surconsommation et de dépendance envers la cigarette, l'alcool et les drogues (Hankivsky, 2008; Blaya, 2012). Par exemple, Développement des ressources humaines Canada (2002) indique que 18 % des décrocheurs au Canada consomment régulièrement de l'alcool, 30 % des drogues douces ou des médicaments prescrits, et 7 % des drogues dures, contre respectivement 11 %, 16 % et 2 % des diplômés. Ces conséquences peuvent aggraver la situation économique, la santé mentale et la santé physique des décrocheurs, tout en constituant une possible barrière à l'intégration au marché du travail. La surconsommation peut aussi mener à des comportements antisociaux. Il y a donc un effet mutuellement cumulatif entre les problèmes de surconsommation et de dépendance, et des conditions de vie plus difficiles.

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Grossesses précoces ou non désirées. Certaines études évoquent un lien entre le décrochage et le risque de grossesses précoces ou non désirées (Haveman et autres, 1984; Heckman, 2004; Hankivsky, 2008). Une explication serait que les individus disposant d'un faible niveau d'éducation sont peut-être moins sensibilisés ou informés à propos des moyens de protection et de contraception.

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts de santé et des coûts sociaux.

Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire



Source : illustration de l'auteur.

Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage. Tous les impacts économiques, psychologiques et sociaux que nous venons de décrire ont évidemment un coût humain intangible, avec des conséquences sur la qualité de vie et le bien-être des décrocheurs (Hankivsky, 2008; Oreopoulos et autres, 2011). Ils contribuent aussi à développer des sentiments de faible estime de soi, d'amertume, de frustration, de ressentiment, d'exclusion et de manque de contrôle sur sa vie (McCaul et autres, 1992; Eurofound, 2012; Badulescu et autres, 2016).

Tous les éléments mentionnés accroissent encore davantage le risque de troubles psychosociaux et d'instabilité sociale, engendrant un cercle vicieux – illustré dans la figure 9 – par lequel le mal-être généré par le décrochage augmente le risque de stress et d'anxiété, de problèmes de santé mentale, de surconsommation, de dépendance et de criminalité, tout en réduisant l'employabilité, ce qui empire le mal-être, l'estime de soi et la frustration, et ainsi de suite.

2.3 Vitalité des communautés

Outre les conséquences individuelles chez les décrocheurs et les coûts sociaux qui y sont associés, le décrochage a aussi un impact sur la vitalité des communautés, notamment sur la cohésion sociale, l'attractivité des territoires et la santé démocratique.

Exclusion sociale. Les situations liées au décrochage peuvent créer de l'isolement social. En étant exclus du marché du travail, ou ne disposant pas nécessairement du niveau d'éducation pour se conformer aux codes et aux normes sociales, les décrocheurs peuvent se retrouver dans l'incapacité de développer pleinement leur capital social et leurs réseaux (Hankivsky, 2008; Eurofound, 2012). La perception de manque d'estime de soi et de statut social peut aussi décourager ces efforts d'intégration sociale (Badulescu et autres, 2016). Enfin, des états de fragilité psychosociale, de pauvreté, de mal-être ou de délinquance peuvent mener à un réflexe de rejet ou d'exclusion de la part des membres de la communauté.

Cohésion sociale et santé démocratique. Les études démontrent que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons, de bénévolat et de participation communautaire (Haveman et autres, 1984; McCaul et autres, 1992; Hankivsky, 2008; Rumberger, 2011; Blaya, 2012; Eurofound, 2012; Uppal, 2017). Ceci peut s'expliquer par des contraintes budgétaires plus serrées et par le manque de temps en raison de l'obligation de travailler davantage pour compenser de plus faibles salaires. Les conditions psychosociales décrites précédemment n'incitent pas à un engagement civique. Le rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec (Ménard, 2009) compile certaines statistiques sur la participation citoyenne, reprises dans le tableau 3 ci-dessous. On y voit que les décrocheurs tendent à faire moins de bénévolat et à donner moins de sang que les diplômés.

Tableau 3. Données de Ménard (2009) – Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec

Pourcentage du segment de la population qui...	Diplôme d'études			
	Décrocheurs	secondaires ou professionnelles	Diplôme d'études collégiales	Diplôme d'études universitaires
Fait du bénévolat	9 %	19 %	31%	43%
Donne du sang	2 %	4 %	6 %	9 %
Vote	52 %	67 %	74 %	84 %

Sources : Ménard (2009), reprenant des données du *Journal of Public Economics*; College Board; McKinsey & Company.

Par ailleurs, les inégalités de revenus, le sentiment de manque d'estime de soi et de contrôle sur sa vie, l'exclusion sociale, l'impossibilité d'avancement professionnel peuvent nourrir du ressentiment, de la colère et de la déception, ainsi qu'une perception d'incapacité des autorités politiques à pouvoir résoudre leurs problèmes (Hankivsky, 2008; Eurofound, 2012). De plus, selon Oreopoulos et autres (2011), l'éducation favorise la confiance des individus dans le développement d'interactions sociales et d'engagement communautaire, ainsi qu'envers les institutions. Tout cela génère de la désillusion envers le système politique et institutionnel (Blaya, 2012; Eurofound, 2012). Une telle réaction de rejet contribue à saper la légitimité des systèmes démocratiques à terme (Eurofound, 2012).

Aussi, la participation active et éclairée à la vie civique, politique et démocratique exige un minimum de connaissances et de littératie (Hankivsky, 2008; Badulescu et autres, 2016). En conséquence, on note chez les décrocheurs un plus faible taux de participation aux élections et une moindre tendance à l'engagement politique (McCaul et autres, 1992; Eurofound, 2012). Le rapport de Ménard (2009) montre que le pourcentage de la population votante est de 52 % chez les décrocheurs, alors qu'elle varie de 67 % à 84 % chez les diplômés (voir dernière ligne du tableau 3).

Tous ces éléments affectent la vitalité socio-économique et démocratique des communautés, ainsi que leur cohésion sociale (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Eurofound, 2012; Badulescu et autres, 2016).

Coût d'opportunité des loisirs. Avec un revenu plus faible, les moyens financiers sont plus limités pour consommer les loisirs, les arts et la culture (Haveman et autres, 1984; Hankivsky, 2008). Or, ces activités contribuent à la santé psychologique et au bien-être des individus, ainsi qu'au développement d'une estime de soi (Mak et autres, 2019).

Outre la perte de revenus venant d'une diminution des recettes d'impôts et de taxes perçus sur le secteur des arts, de la culture et des loisirs, il n'y a pas de conséquences directes de cet impact pour le gouvernement. Mais d'un point de vue sociétal, il est démontré que la vitalité des arts et de la culture concourt au développement économique, mais aussi au bien-être collectif (cohésion sociale, qualité de vie, lutte contre la criminalité, valeurs de tolérance, éducation et formation, innovation et

créativité, etc.) (Jeannotte, 2000; Throsby, 2001; Conseil de l'Europe, 2017; Cancellieri et autres, 2018).

Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Outaouais

Il est extrêmement difficile de chiffrer précisément l'ensemble des conséquences économiques et sociales que nous venons de décrire. De nombreuses études ont tenté d'estimer certains de ces coûts (Cohen, 1998; Cheeseman Day et autres, 2002; Développement des ressources humaines Canada, 2002; Belfield et autres, 2007; Levin et autres, 2007; Cohen et autres, 2009; Sum et autres, 2009; Stuit et autres, 2010; Catterall, 2011; Belfield, 2014; Langlois, 2018). Plusieurs d'entre elles ne portent pas sur le contexte canadien, rendant problématique l'application de ces chiffres à des régions québécoises. Par conséquent, nous proposons dans cette section une démarche inspirée des études de Fortin (2016) et d'Hankivsky (2008) permettant de faire une estimation économique des coûts du décrochage en Outaouais et dans ses MRC.

Dans une première étape, nous estimons la perte moyenne de revenus frappant les individus décrocheurs par rapport aux diplômés. En effet, tel que nous l'avons remarqué à la section 2.1, il existe des différences importantes de revenu d'emploi moyen entre les individus sans diplôme et les autres. Comme il s'agit d'un revenu calculé en moyenne sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus, ces écarts s'expliquent tant par les différentiels de salaire entre employés avec et sans diplôme que par la plus importante proportion de décrocheurs sans emploi (donc sans aucun revenu d'emploi).

Nous suivons la méthodologie de Fortin (2016) en utilisant des données sur le revenu d'emploi moyen selon le groupe d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu en Outaouais pour la population de 15 ans et plus⁶. Les données les plus récentes datent de 2020, que nous actualisons en valeurs monétaires de 2024⁷. Elles sont présentées dans le tableau 4 ci-dessous. On observe que le revenu moyen des individus sans diplôme est systématiquement plus faible que celui des autres catégories de la population. De plus, cet écart s'accroît généralement avec le niveau d'éducation pour chaque tranche d'âge. On remarque également que les revenus tendent à augmenter avec l'âge, en fonction de l'expérience et/ou de l'ancienneté des individus, sauf pour les 55-64 ans, qui connaissent en moyenne des revenus plus faibles. Ce constat est similaire pour l'ensemble du Québec (voir tableau A1 en annexe). Pour expliquer cela, il faut noter que le niveau d'éducation chez les 55-64 ans tend à être plus faible en moyenne par rapport aux 25-54 ans, comme on peut l'observer en Outaouais dans le tableau 5 ci-dessous et au Québec dans le tableau A2 en annexe. Ceci est en partie dû à la baisse tendancielle du taux de décrochage scolaire depuis les 20 dernières années, comme nous l'avons constaté précédemment à la figure 2.

Tableau 4. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade en

⁶ Source : Institut de la statistique du Québec, basé sur des données de Statistique Canada, *Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade*.

⁷ Nous avons actualisé ces données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Outaouais, population de 15 ans et plus, données de 2020 actualisées en valeur de 2024¹

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	12 394 \$	37 313 \$	43 996 \$	48 155 \$	38 908 \$
DES ou attestation équivalente	16 830 \$	44 715 \$	60 104 \$	63 022 \$	49 134 \$
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	32 358 \$	50 676 \$	58 886 \$	59 936 \$	47 776 \$
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	22 776 \$	54 074 \$	71 769 \$	77 978 \$	61 265 \$
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	26 633 \$	55 418 \$	73 100 \$	82 772 \$	59 043 \$
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	28 831 \$	63 722 \$	92 073 \$	111 023 \$	91 588 \$

¹ Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Le tableau 5 montre la répartition de la population de 15 à 64 ans en Outaouais selon les tranches d'âge et le niveau d'éducation. On remarque que la proportion de la population sans diplôme ou n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP) est plus élevée chez les 55-64 ans que dans les tranches entre 25 et 54 ans, et inversement pour le cégep/collège et pour l'université. En particulier, le pourcentage d'individus n'ayant aucun diplôme chez les 55-64 ans s'élève à 17,8 % contre seulement 11,3 % chez les 25-54 ans. C'est une situation qui s'applique aussi à l'ensemble du Québec (tableau A2 en annexe).

Tableau 5. Répartition de la population de 15 à 64 ans, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu en Outaouais, 2020

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	37,0%	12,4%	9,3%	12,2%	17,8%
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	33,3%	16,2%	15,4%	17,3%	25,4%
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	5,5%	15,5%	15,2%	14,6%	14,2%
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	16,5%	20,1%	20,0%	19,7%	18,6%
Certificat ou diplôme universitaire	7,6%	35,8%	40,0%	36,2%	24,1%

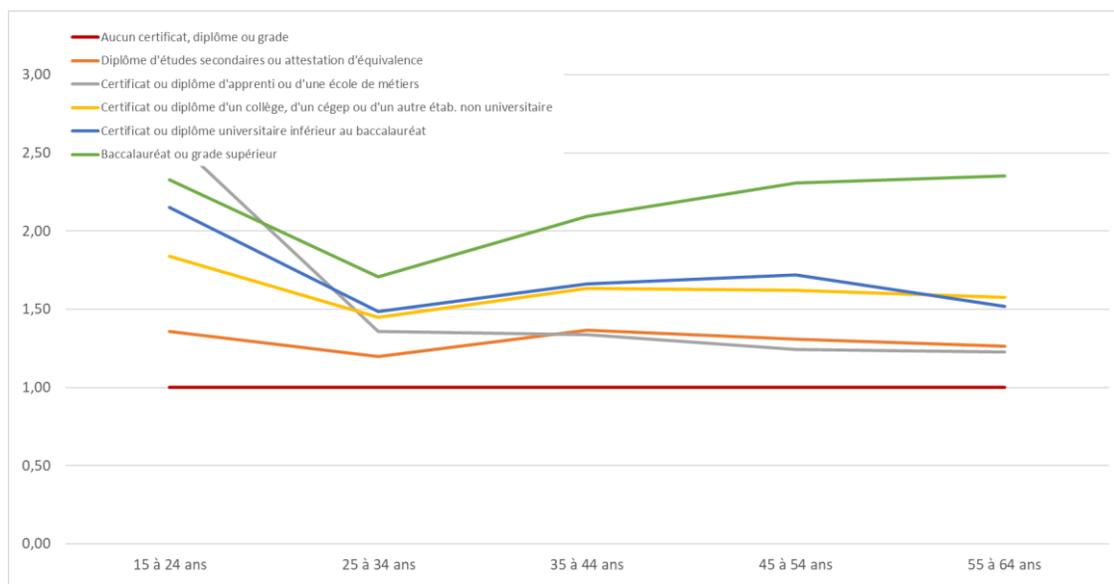
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

La figure 10 reprend les données du tableau 4 en calculant le ratio du revenu d'emploi moyen de chaque niveau d'éducation, par tranche d'âge, par rapport à celui des individus sans diplôme (sur une base de 1, où 1= revenu des individus sans diplôme). Elle permet de constater visuellement que l'écart de revenus avec les décrocheurs tend à s'élargir avec les tranches d'âge, pour s'amenuiser quelque peu entre 55 et 64 ans. Une interprétation de cet écart grandissant avec l'âge s'explique par la plus grande capacité des individus ayant une meilleure éducation de cheminer professionnellement,

leur permettant d’atteindre de plus hauts niveaux d’avancement de carrière, de salaire, de prime, de performance et/ou de promotion. La situation est similaire pour l’ensemble du Québec (voir figure A1 en annexe). Comme ce désavantage monétaire entre les décrocheurs et les diplômés n’est pas constant selon l’âge, il faut tenir compte de cette progression dans notre calcul du coût économique, comme le souligne Fortin (2016).

Figure 10. Ratio du revenu d’emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d’âge, en Outaouais, données de 2020 actualisées en valeur de 2024¹

Calculé sur une base de 1, où 1= revenu des individus sans diplôme



¹ Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, *Tableau 37-10-0152-01, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.*

Nous exploitons donc cette structure de la population par niveau de diplôme et par tranche d’âge et les données du tableau 4 pour estimer l’écart moyen pondéré entre le revenu d’emploi annuel des décrocheurs et celui des individus ayant un diplôme. Nous procédons selon deux méthodes.

3.1 Méthode A – Fortin (2016)

La première méthode – que nous appellerons la méthode A – suit celle de Fortin (2016) qui estime la différence de revenus entre les individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un DES ou une attestation équivalente. En d’autres termes, Fortin (2016) évalue le coût de ne pas terminer le secondaire. Cependant, il ne précise pas s’il inclut dans ce calcul le revenu des individus ayant obtenu un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers, qui sont généralement associés à un DEP

au Québec. Puisque le DES et le DEP sont considérés comme étant de niveau équivalent dans le parcours éducatif, nous calculons un revenu moyen pondéré pour l'ensemble des DES et des DEP en Outaouais. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen des individus ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers par respectivement la proportion de la population de l'Outaouais de 15 à 64 ans ayant un emploi et ayant obtenu un DEP ou un DES, par tranche d'âge⁸.

Tableau 6. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen en Outaouais, 2024

Revenu d'emploi moyen annuel						Total 15-64 ans (moyenne pondérée ¹)
	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	
1 Aucun certificat, diplôme ou grade	12 394 \$	37 313 \$	43 996 \$	48 155 \$	38 908 \$	37 787 \$
2 Moyenne pondérée des DES-DEP ²	19 231 \$	47 734 \$	59 483 \$	61 599 \$	48 623 \$	49 333 \$
3 Moyenne pondérée des diplômés ³	21 393 \$	55 669 \$	76 233 \$	85 104 \$	63 487 \$	63 134 \$
Écarts						
4 Différence de revenu – A	6 836 \$	10 421 \$	15 487 \$	13 444 \$	9 715 \$	11 546 \$
5 Différence de revenu – B	8 998 \$	18 356 \$	32 237 \$	36 949 \$	24 579 \$	25 347 \$

¹ Pondérée selon la proportion de la population dans chaque tranche d'âge.

² Pondérée selon la répartition du nombre d'individus par diplôme dans le total de la population de 15 à 64 ans ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.

³ Pondérée selon la répartition du nombre d'individus par niveau d'études dans le total de la population de 15 à 64 ans ayant un certificat, diplôme ou grade.

Source : calculs de l'auteur.

Le tableau 6 reporte dans la ligne 1 les données du tableau 4 sur le revenu d'emploi moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade. La ligne 2 correspond au revenu moyen pondéré pour les DES-DEP calculé selon la démarche du précédent paragraphe. La différence de revenus entre les deux est indiquée à la ligne 4 par tranche d'âge. En pondérant ces écarts par la part de la population de 15 à 64 ans de l'Outaouais par tranche d'âge respective⁹, on obtient un écart moyen pondéré de 11 546 \$ par année par décrocheur en Outaouais, pour toute la population âgée de 15 à 64 ans. Cet écart moyen pondéré est similaire à ce que nous avons calculé en utilisant les données pour l'ensemble du Québec (voir tableau A3 en annexe), soit 11 093 \$.

⁸ $Revenu\ moyen\ pondéré\ des\ DES - DEP = \sum^k (Revenu\ d'emploi\ moyen\ du\ diplôme\ k * Proportion\ de\ la\ population\ ayant\ un\ emploi\ et\ ayant\ obtenu\ le\ diplôme\ k\ dans\ le\ total\ des\ DES - DEP)$ où k correspond à l'un des deux niveaux, soit aucun certificat, diplôme ou grade, soit certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.

⁹ Cet écart moyen pondéré est obtenu de la façon suivante : on calcule d'abord la différence entre le revenu d'emploi des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un diplôme d'études secondaires ou une attestation équivalente. Par la suite, on effectue la somme de ces écarts multipliés par la proportion de la population de 15 à 64 ans ayant un emploi dans chacune des tranches d'âge respectives pour obtenir un écart moyen pondéré 11 546 \$ par année par décrocheur. $Écart\ moyen\ pondéré = \sum^i (Écart\ de\ revenu\ dans\ la\ tranche\ d'âge\ i * Proportion\ de\ la\ population\ ayant\ un\ emploi\ dans\ la\ tranche\ d'âge\ i)$ où i correspond à l'une des cinq tranches d'âge.

Les données du tableau 6 permettent aussi de calculer la perte économique d'un décrocheur sur l'ensemble de sa carrière. En supposant une carrière étendue sur 44 ans (de 20 à 64 ans)¹⁰, en appliquant les écarts de revenus par la tranche d'âge de la ligne 4, et en actualisant les valeurs dans le temps (en supposant un taux de croissance annuel des revenus de 1 %¹¹), la différence pour la méthode A s'élève à 635 469 \$ au terme de la carrière d'un décrocheur en Outaouais¹².

Ce montant peut s'interpréter comme étant une perte potentielle de revenus pour les décrocheurs, ce que Développement des ressources humaines Canada (2002) appelle le « potentiel latent » des jeunes. Cette valeur de 635 469 \$ est cohérente avec les estimations de Fortin (2016)¹³ lorsque ajustée pour l'inflation. Notons qu'il s'agit d'un coût brut, excluant les coûts reliés à la poursuite des études (frais de scolarité, matériel scolaire, achat de livres, revenus d'emploi sacrifiés pendant les études, etc.) pour les diplômés (Hankivsky, 2008).

3.2 Méthode B

La méthode de Fortin (2016) comparant le revenu des individus sans diplôme avec uniquement les diplômés d'études secondaires repose sur une hypothèse a minima puisqu'un individu ayant obtenu un DES ou un DEP pourrait potentiellement poursuivre ses études au cégep ou à l'université, lui permettant d'atteindre un niveau de revenus plus élevé en moyenne. On ne peut déterminer quel aurait été le cheminement scolaire final d'un décrocheur si cet individu avait obtenu au moins un DES ou un DEP. Pour tenir compte de cette situation, on utilise une deuxième méthode d'estimation – que nous appellerons la méthode B – consistant à estimer un revenu d'emploi moyen pondéré pour l'ensemble des diplômés, par tranche d'âge. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme par la part de la population ayant un emploi et ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés ayant un emploi par tranche d'âge¹⁴. Ces revenus moyens pondérés des diplômés par tranche d'âge sont inscrits à la ligne 3 du tableau 6. En pondérant ensuite ces montants par la répartition de la population ayant un emploi de 15 à 64 ans en Outaouais dans chacune de ces tranches

¹⁰ Si un individu est décrocheur, il est potentiellement disponible pour un emploi à temps plein à 20 ans. Il y a certainement des décrocheurs débutant leur carrière avant cet âge, mais cela s'équilibre par le fait qu'un certain nombre d'entre eux partiront en préretraite avant 65 ans. Le chiffre de 44 ans de carrière est donc une moyenne.

¹¹ C'est une hypothèse assez conservatrice.

¹² En comparaison, on obtient un montant de 631 085 \$ par décrocheur au Québec en utilisant les chiffres pour l'ensemble de la province.

¹³ Nos estimations diffèrent quelque peu de celles de Fortin (2016) pour trois raisons : 1) il utilise des données de 2011 basées sur l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada alors que nous utilisons les données de 2020 (les plus récentes disponibles); 2) les estimations de Fortin (2016) sont réalisées pour l'année 2016, et les nôtres pour 2024, en actualisant les données de 2020; 3) Fortin (2016) utilise des hypothèses différentes sur l'âge de diplomation des individus.

¹⁴ Revenu moyen pondéré des diplômés = \sum^k (Revenu d'emploi moyen du diplôme k * Proportion de la population ayant un emploi et ayant obtenu le diplôme k dans le total des diplômés) où k correspond à l'un des cinq niveaux de diplôme.

d'âge, on obtient un écart moyen pondéré de 25 347 \$ par année et par décrocheur en Outaouais. Cet écart moyen pondéré est similaire à ce que nous avons calculé en utilisant les données pour l'ensemble du Québec (voir tableau A3 en annexe), soit 24 314 \$.

En utilisant le même calcul que précédemment pour obtenir la valeur de la perte totale sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, on obtient une perte de 1 464 505 \$ par décrocheur en Outaouais¹⁵.

Qu'il s'agisse de la méthode A ou de la méthode B, nos estimations représentent un fort impact sur l'actif financier des décrocheurs.

Pour le gouvernement, avec un taux d'imposition moyen de 16,4 % (y compris l'imposition fédérale et provinciale) au Québec¹⁶, cette différence de revenus donne une perte moyenne de recettes d'impôts variant de 1 894 \$ (méthode A) à 4 157 \$ (méthode B) annuellement par décrocheur en Outaouais, soit respectivement un manque à gagner en recettes d'impôts pour le gouvernement de 104 217 \$ à 240 179 \$ (en valeur actualisée) par décrocheur au total sur un cycle de 44 ans. Il s'agit d'une perte brute, excluant les coûts reliés aux dépenses publiques supplémentaires en éducation si les décrocheurs avaient poursuivi leurs études.

3.3 Perte économique totale régionale

À partir de ces calculs de l'écart de revenus d'emploi, nous pouvons estimer la perte économique totale pour l'ensemble des non-diplômés de l'Outaouais pour l'année 2024. Il y a toutefois une petite difficulté à résoudre. Les données les plus récentes de Statistique Canada sur la population et les revenus d'emploi par tranche d'âge et par RA datent de 2020. Les données monétaires peuvent être actualisées en valeur de 2024 en utilisant le déflateur du PIB, mais pour évaluer le nombre de non-diplômés dans la région, nous n'avons pas de données plus récentes sur le nombre de personnes par tranche d'âge et par diplôme.

Cependant, l'Institut de la Statistique du Québec publie des données de 2023 sur le nombre de personnes par diplôme et par RA, mais elles ne s'appliquent qu'au total de la population âgée de 25 à 64 ans, sans avoir de répartition par tranche d'âge¹⁷. Ceci signifie également que nous n'avons pas d'estimation pour la tranche d'âge des 15-24 ans. Ces données de 2023 sont présentées dans la partie supérieure du tableau 7. On

¹⁵ En comparaison, on obtient un montant de 1 441 716 \$ par décrocheur au Québec en utilisant les chiffres pour l'ensemble de la province.

¹⁶ Statistique Canada. *Tableau 11-10-0054-01. Taux d'imposition effectifs individuels fédéraux et provinciaux*. Ce taux peut paraître faible, mais c'est une moyenne pour l'ensemble de la population du Québec, y compris les contribuables dont les revenus sont trop faibles pour verser de l'impôt sur les revenus, un cas de figure qui risque de s'appliquer à une part importante de décrocheurs, tel que démontré dans la section 2.1 sur le marché de l'emploi.

¹⁷ Ce choix s'explique par le fait qu'une part importante de la population de 15 à 24 ans est encore aux études.

voit que le nombre de personnes en Outaouais n’ayant aucun certificat, diplôme ou grade est passé de 28 300 en 2020 à 24 000 en 2023, soit une baisse de 15,19 %. En l’absence de données détaillées plus récentes, nous appliquons ce facteur de décroissance aux données de 2020 de Statistique Canada par tranche d’âge pour refléter cette baisse de la population sans diplôme entre 2020 et 2023¹⁸. Dans la partie inférieure du tableau 7, la première ligne indique le nombre de personnes sans diplôme par tranche d’âge en 2020 selon Statistique Canada. La deuxième ligne applique ce facteur de décroissance pour obtenir une estimation en 2023, pour toutes les tranches d’âge sauf les 15-24 ans.

Pour les 15-24 ans, il est probable qu’une part d’entre eux n’aient pas encore terminé leur DES ou DEP. Ils ne peuvent donc être comptabilisés comme des décrocheurs tant qu’ils sont toujours inscrits dans une institution d’enseignement. Pour tenir compte de cette situation, nous utilisons les données de 2020 en Outaouais sur les 15-24 ans, qui sont disponibles pour deux tranches d’âge, soit les 15-19 ans et les 20-24 ans. Tout d’abord, le facteur de décroissance de 15,19 % est appliqué à ces deux nombres. Pour les 20-24 ans, ce nombre est conservé. Pour les 15-19 ans, nous prenons une proportion de 21,4 % du nombre, correspondant au taux de sorties sans diplôme ni qualification en Outaouais en 2020-2021 (donnée la plus récente, voir figure 1). Autrement dit, parmi les 15-19 ans, on estime la proportion de décrocheurs, les autres devant être en principe encore aux études ou ayant obtenu au moins un DES. Le nombre ainsi estimé pour les 15-19 ans est ajouté au nombre des 20-24 ans pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n’ayant aucun certificat, diplôme ou grade. C’est ce chiffre qui est indiqué dans la deuxième ligne de la partie inférieure du tableau 7 pour les 15-24 ans.

Pour obtenir enfin la perte économique totale pour l’Outaouais, nous multiplions l’écart moyen de revenus d’emploi par tranche d’âge (ligne 4 ou 5 du tableau 6) par le nombre de personnes sans diplôme par tranche d’âge (dernière ligne du tableau 7) et nous effectuons la somme de ces montants. Ainsi, la perte totale de revenus en Outaouais varie de 306,2 millions de dollars (méthode A) à 695,7 millions de dollars (méthode B) annuellement. Les individus sans diplôme gagnant en moyenne un salaire nettement moins élevé que les autres, cet effet représente l’équivalent d’une richesse perdue au niveau régional. En ce sens, on peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c’est-à-dire de potentiel économique pour la région. C’est une estimation minimale, car elle exclut l’effet multiplicateur du PIB (effets directs, indirects et induits).

Tableau 7. Répartition de la population n’ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d’âge, en Outaouais

Données de l’ISQ

¹⁸ Puisque le taux de décrochage scolaire varie d’une année à l’autre, la répartition de la population sans diplôme en 2023 risque d’être différente de celle de 2020. Mais nous n’avons pas d’autres moyens d’estimer cette répartition pour 2023.

Population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein des 25-64 ans

Nombre total en 2020	28 300
Nombre total en 2023	24 000
Facteur de décroissance	-15,19%

Données de Statistique Canada
Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein de la population des 15-64 ans

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	Total
Nombre en 2020	15 845	6 280	5 035	6 370	10 825	44 355
Nombre en 2023 estimé par l'auteur ¹	5 277	5 481	4 394	5 559	9 447	5 481

¹ Pour les tranches d'âge de 25 à 64 ans: nombre total de personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 (données Statistique Canada), réduit d'un facteur de décroissance de 15,19 % reflétant la baisse de la population de 25 à 64 ans sans diplôme entre 2020 et 2023 (données ISQ). Pour la tranche d'âge 15-24 ans : nombre de personnes de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 dans la région (données Statistique Canada), moins le facteur de décroissance. Pour les 20-24 ans, ce nombre est conservé. Pour les 15-19 ans, nous retenons 21,4 % du nombre obtenu, soit le taux de sorties sans diplôme ni qualification en Outaouais. La somme de ces deux valeurs est finalement effectuée pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade.

Sources : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement; Institut de la statistique du Québec, Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, la région administrative; calculs de l'auteur.

3.4 Impact économique total

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien. Cette auteure estime le coût économique annuel par décrocheur pour différents impacts (tableau 8). Plus précisément, il s'agit des coûts moyens supplémentaires que le gouvernement doit défrayer annuellement par décrocheur. Puisque l'étude date de 2008, nous avons actualisé les estimations d'Hankivsky (2008) en dollars de 2024¹⁹ dans la colonne de droite du tableau 8.

À partir des chiffres calculés par Hankivsky (2008), nous pouvons obtenir une estimation du coût total par année pour l'ensemble de la région en multipliant chaque item listé dans le tableau 8 par le nombre total de décrocheurs estimé en Outaouais (dernière ligne du tableau 7).

Tableau 8. Estimation du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008)

	Estimation Hankivsky (2008)	Actualisation 2024
Santé (coût privé)	8 098 \$	12 278 \$
Aide sociale (coût public)	4 230 \$	6 413 \$
Criminalité (coût public)	224 \$	340 \$

¹⁹ Pour ce faire, nous avons utilisé le déflateur du PIB. Source : Statistique Canada.

Main-d'œuvre et emploi		
Revenus d'assurance-emploi perdus		
Primes – revenus d'assurance-emploi perdus (coût public)	68 \$	103 \$
Coût d'assurance-emploi (coût public)	2 767 \$	4 195 \$

Remarque : Données actualisées en utilisant le déflateur du PIB.
Source : Statistique Canada.

Le détail de ce calcul est présenté dans le tableau 9 ci-dessous et explicité ci-dessous :

Revenus d'emploi perdus. Nous reprenons le calcul estimant l'écart de revenus d'emploi moyen entre les décrocheurs et les individus avec diplômes que nous avons calculé précédemment. Hankivsky (2008) présente aussi une estimation des revenus perdus en raison de la plus faible rémunération en moyenne des décrocheurs. Cependant, nous préférons utiliser notre approche sur la base des données exactes de Statistique Canada sur le revenu d'emploi moyen. Pour l'Outaouais, nous avons calculé que cette perte de revenus d'emploi au total varie de 306,2 millions de dollars (méthode A) à 695,7 millions de dollars (méthode B) annuellement.

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4 %, y compris l'imposition fédérale et provinciale, cette perte de revenus donne une perte de recettes d'impôts variant de 1 894 \$ (méthode A) à 4 157 \$ (méthode B) par décrocheur et par année, soit un total variant de 50,2 (méthode A) à 114,1 (méthode B) millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus ou le fait de ne pas travailler (individus en chômage ou inactifs) donne aussi lieu à une perte de recettes provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 103 \$ (en valeur actualisée de 2024) par décrocheur et par année, soit un total de 3,1 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Coût d'assurance-emploi. En raison de la plus grande prévalence du chômage chez les décrocheurs, il y a un coût supplémentaire en versements de prestations d'assurance-emploi. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 4 195 \$ (en valeur actualisée de 2024) par décrocheur et par année, soit un total de 126,5 millions de dollars pour l'Outaouais annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût privé (à la charge des individus) en dépenses de santé à 12 278 \$ par décrocheur et par année (en valeur actualisée de 2024), mais puisque le Québec dispose d'un système public de santé, nous utiliserons cette estimation comme approximation du coût supplémentaire en dépenses publiques de santé liées au décrochage. Cela totalise un coût de 370,3 millions de dollars en Outaouais annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 6 413 \$ et 340 \$ par décrocheur et par année (en valeur actualisée de 2024). Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 193,4 millions de dollars et de 10,2 millions de dollars en Outaouais annuellement.

Tableau 9. Estimation du coût total du décrochage scolaire en Outaouais, par année

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs des auteurs) – Équivalent à une perte de PIB potentiel		
Méthode A	11 546 \$	306,2 \$
Méthode B	25 347 \$	695,7 \$
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs des auteurs)		
Méthode A	1 894 \$	50,2 \$
Méthode B	4 157 \$	114,1 \$
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	103 \$	3,1 \$
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	4 195 \$	126,5 \$
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	12 278 \$	370,3 \$
Aide sociale	6 413 \$	193,4 \$
Criminalité	340 \$	10,2 \$
Total pour le gouvernement		
Méthode A	25 222 \$	753,8 \$
Méthode B	27 485 \$	817,6 \$
Impact économique total		
Méthode A	34 874 \$	1 009,7 \$
Méthode B	48 676 \$	1 399,2 \$

Total pour le gouvernement. Le coût total incombant au gouvernement indiqué dans le tableau 9 inclut donc la perte de recettes d'impôts et de primes d'assurance-emploi, les coûts en prestations d'assurance-emploi, les coûts de santé, les dépenses d'aide sociale et les coûts liés à la criminalité. Pour l'Outaouais, ce coût s'élève à 753,8 millions de dollars par année selon la méthode A et à 817,6 millions de dollars selon la méthode B. Par habitant de 15 ans et plus, ceci représente une charge supplémentaire équivalant à 2 160 \$ (méthode A) ou à 2 344 \$ (méthode B) par année.

Impact économique total. Ce total correspond à la somme de la perte de potentiel économique pour la région et le coût total pour le gouvernement, excluant les recettes d'impôts perdues pour éviter la double comptabilisation. L'impact économique total

pour l'Outaouais se chiffre donc à 1 milliard de dollars par année pour la méthode A et à 1,40 milliards de dollars pour la méthode B.

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total en Outaouais représente, par habitant de 15 ans et plus et par année, un montant de 2 894 \$ (méthode A) ou de 4 011 \$ (méthode B).

3.4 Impact économique par MRC

Nous utilisons la même méthodologie pour calculer l'impact économique du décrochage scolaire dans chacune des MRC de l'Outaouais mais aussi, à titre comparatif, dans l'ensemble du Québec. Pour ce faire, nous recourons aux mêmes sources de données que précédemment, disponibles par MRC et pour l'ensemble du Québec, soit le revenu d'emploi moyen par diplôme et tranche d'âge et la population de 15 ans et plus par diplôme et tranche d'âge provenant de Statistique Canada.

On rappelle que les estimations des coûts liés aux primes d'assurance-emploi perdues, aux prestations supplémentaires l'assurance-emploi, à la santé, à l'aide sociale et à la criminalité, tirées d'une étude canadienne, sont calculés par décrocheur, étant identiques pour chaque territoire. Par conséquent, il y a peu de différences entre les territoires quant aux coûts pour le gouvernement. La donnée faisant varier ce coût gouvernemental est la perte de recettes d'impôts et de taxes qui s'estime à partir de la perte de potentiel économique qui, dans son cas, diffère selon les territoires.

La variation du coût par décrocheur s'explique donc uniquement par les écarts de revenu entre individus sans diplôme et les diplômés, en fonction des niveaux de revenu d'emploi moyen dans chaque MRC par diplôme et par tranche d'âge. Le tableau 10 affiche les principales données pouvant faire varier le coût de l'impact total par territoire, tandis que le tableau 11 présente les estimations de l'impact économique par décrocheur et par territoire.

Tableau 10. Revenu d'emploi moyen et population, par territoire, estimations

	Revenu d'emploi moyen (actualisé 2024)			Écarts de revenu - revenu d'emploi perdu par décrocheur		Population de 25-64 ans sans diplôme (estimation 2023)	
	Ensemble pop. 15 ans et +	Moyenne pondérée		Méthode A	Méthode B	Nombre	Part (%)
		sans diplômes	diplômés				
Ensemble du Québec	54 724 \$	35 499 \$	59 813 \$	11 093 \$	24 314 \$	510 161	10,9%
Outaouais	57 588 \$	37 787 \$	63 134 \$	11 546 \$	25 347 \$	24 881	11,7%
Papineau	43 741 \$	35 339 \$	49 240 \$	7 661 \$	13 901 \$	2 287	17,5%
Gatineau	58 984 \$	36 303 \$	62 044 \$	12 305 \$	25 741 \$	15 849	10,4%
Collines-de-l'Outaouais	66 511 \$	45 254 \$	70 631 \$	9 828 \$	25 377 \$	3 238	10,8%
La Vallée-de-la-Gatineau	41 800 \$	32 590 \$	47 100 \$	8 622 \$	14 510 \$	2 038	20,0%
Pontiac	45 493 \$	39 659 \$	49 694 \$	6 654 \$	10 036 \$	1 479	21,7%

Source : estimation de l'auteur, sur la base des données de Statistique Canada. Tableau 98-10-0411-01. Statistiques du revenu d'emploi, selon le plus haut niveau de scolarité : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de

recensement.

Dans certaines MRC, telles que les Collines-de-l'Outaouais et Gatineau, les revenus moyens sont nettement plus élevés en général (respectivement 66 511 \$ et 58 984 \$) que dans les autres MRC, et en particulier pour les diplômés (respectivement 70 631 \$ et 62 044 \$), ce qui creuse l'écart avec les revenus des personnes sans diplôme. En d'autres termes, un individu a plus à perdre en n'obtenant pas de diplôme d'études secondaires dans ces deux régions. Ainsi, la perte de revenu (pondérée) par individu sans diplôme est plus élevée dans les Collines-de-l'Outaouais et à Gatineau (de 9 828 \$ à 25 741 \$ selon la méthode) que dans les autres MRC (de 6 654 \$ à 14 510 \$).

Tableau 11. Estimation du coût annuel du décrochage scolaire par décrocheur, par territoire

	Québec	Outaouais	Papineau	Gatineau	Les Collines-de-l'Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	Pontiac
Perte de potentiel économique							
Revenus d'emploi perdus							
Méthode A	11 093 \$	11 546 \$	7 661 \$	12 305 \$	9 828 \$	8 622 \$	6 654 \$
Méthode B	24 314 \$	25 347 \$	13 901 \$	25 741 \$	25 377 \$	14 510 \$	10 036 \$
Coûts liés aux revenus et au travail							
Recettes d'impôts perdues							
Méthode A	1 819 \$	1 894 \$	1 256 \$	2 018 \$	1 612 \$	1 414 \$	1 091 \$
Méthode B	3 988 \$	4 157 \$	2 280 \$	4 221 \$	4 162 \$	2 380 \$	1 646 \$
Primes assurance-emploi perdues	103 \$	103 \$	103 \$	103 \$	103 \$	103 \$	103 \$
Coût assurance-emploi	4 195 \$	4 195 \$	4 195 \$	4 195 \$	4 195 \$	4 195 \$	4 195 \$
Autres coûts							
Coûts de santé	12 278 \$	12 278 \$	12 278 \$	12 278 \$	12 278 \$	12 278 \$	12 278 \$
Aide sociale	6 413 \$	6 413 \$	6 413 \$	6 413 \$	6 413 \$	6 413 \$	6 413 \$
Criminalité	340 \$	340 \$	340 \$	340 \$	340 \$	340 \$	340 \$
Total pour le gouvernement							
Méthode A	25 148 \$	25 222 \$	24 585 \$	25 347 \$	24 940 \$	24 743 \$	24 420 \$
Méthode B	27 316 \$	27 485 \$	25 608 \$	27 550 \$	27 490 \$	25 708 \$	24 974 \$
Impact économique total							
Méthode A	34 422 \$	34 874 \$	30 989 \$	35 634 \$	33 157 \$	31 950 \$	29 983 \$
Méthode B	47 643 \$	48 676 \$	37 230 \$	49 069 \$	48 706 \$	37 839 \$	33 364 \$
Actif perdu sur une carrière entière							
Méthode A	612 534 \$	635 469 \$	429 174 \$	706 686 \$	516 954 \$	515 101 \$	323 530 \$
Méthode B	1 423 650 \$	1 464 505 \$	776 831 \$	1 540 030 \$	1 418 978 \$	858 061 \$	512 987 \$

Dans la MRC Pontiac, le revenu des individus sans diplôme est en moyenne plus élevé (39 659 \$) que dans l'ensemble de l'Outaouais (37 787 \$) et du Québec (35 499 \$), mais le potentiel à gagner des revenus élevés avec un diplôme est plus limité (49 694 \$). L'écart de revenu entre personnes sans diplôme et diplômées est donc réduit (de 6 654 \$ à 10 036 \$). Cette situation dans le Pontiac semble indicatrice d'une structure industrielle plutôt dominée par l'industrie traditionnelle, caractérisée par des métiers bien payés à la base, mais avec relativement peu de secteurs d'activité offrant des emplois qualifiés à hauts salaires.

Dans la Vallée-de-la-Gatineau, les revenus d'emploi sont en moyenne les plus faibles (41 800 \$) parmi les territoires considérés dans le tableau 10. C'est autant le cas pour le revenu moyen des individus sans diplôme (32 590 \$) que pour celui des diplômés (47 100 \$). En conséquence, on retrouve là aussi un faible écart de revenu entre individus sans diplôme et diplômés (de 8 622 \$ à 14 510 \$). Même si le niveau de revenu est légèrement plus élevé dans Papineau (43 741 \$) que dans la Vallée-de-la-Gatineau (41 800 \$), l'écart de revenu entre diplômés et sans diplôme est faible pour les mêmes raisons (de 7 661 \$ à 13 901 \$).

Ces différences de revenus entre territoires expliquent aussi les grandes variations dans l'estimation de la perte de revenus calculée sur l'ensemble de la carrière (actif perdu), tel que l'indique les deux dernières lignes du tableau 11, alors qu'elle s'élève à plus d'un million de dollars dans tous les territoires sauf dans les trois MRC les plus pauvres (Papineau, la Vallée-de-la-Gatineau et Pontiac).

Le tableau 12 présente l'impact économique total par territoire en millions de dollars. Outre les différences dans le revenu moyen d'emploi, la variation de cet impact entre territoires s'explique essentiellement par le nombre d'individus sans diplôme dans leur population respective : plus celui-ci est grand, plus le montant estimé de l'impact sera élevé.

La MRC de Gatineau ayant une population largement plus grande que les autres MRC (247 633 habitants âgés de 15 ans et plus), le nombre d'individus sans diplôme y est proportionnellement plus important (15 849 personnes). Par conséquent, Gatineau montre l'impact économique le plus grand, variant entre 676,1 M\$ (méthode A) et 923,6 M (méthode B) par année.

Tableau 12. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, en millions de dollars, par territoire, 2024

	Québec	Outaouais	Papineau	Gatineau	Collines- de- l'Outaouais	La Vallée- de-la- Gatineau	Pontiac
Perte de potentiel économique							
Revenus d'emploi perdus							
Méthode A	6 031,9	306,2	19,1	218,1	31,6	20,1	9,9
Méthode B	14 062,9	695,7	35,0	465,5	88,2	33,1	15,9
Coûts liés aux revenus et au travail							
Recettes d'impôts perdues							
Méthode A	989,2	50,2	3,1	35,8	5,2	3,3	1,6
Méthode B	2 306,3	114,1	5,7	76,3	14,5	5,4	2,6
Primes d'assurance-emploi perdues	63,4	3,1	0,3	2,0	0,4	0,2	0,2
Coût assurance-emploi	2 577,9	126,5	10,9	82,4	15,9	10,2	7,3
Autres coûts							
Coûts de santé	7 544,6	370,3	31,9	241,1	46,6	29,8	21,5
Aide sociale	3 940,9	193,4	16,7	125,9	24,4	15,5	11,2
Criminalité	208,7	10,2	0,9	6,7	1,3	0,8	0,6

Total pour le gouvernement							
Méthode A	15 324,8	753,8	63,7	493,8	93,8	59,8	42,5
Méthode B	16 641,9	817,6	66,3	534,4	103,1	62,0	43,5
Impact économique total							
Méthode A	20 367,4	1 009,7	79,7	676,1	120,2	76,6	50,8
Méthode A	28 398,4	1 399,2	95,6	923,6	176,8	89,6	56,7

Ainsi, bien que les écarts de revenus entre individus sans diplôme et diplômés soient plus grands dans les Collines-de-l'Outaouais, l'impact économique total dans cette MRC (120,2 M\$ à 176,8 M\$ annuellement) est plus faible qu'à Gatineau en raison de sa population d'individus sans diplôme plus petite (3 238 personnes). De même, les plus faibles impacts se retrouvent dans les plus petites MRC en termes de population, soit Pontiac (50,8 M\$ à 56,7 M\$ annuellement), la Vallée-de-la-Gatineau (76,6 M\$ à 89,6 M\$) et Papineau (79,7 M\$ à 95,6 M\$).

On note aussi que l'impact économique total pour l'ensemble du Québec représente de 20,4 à 28,4 milliards de dollars par année.

Chaque MRC ayant une taille différente en termes de population, il est intéressant de considérer l'impact relatif par MRC. Pour ce faire, le tableau 13 montre les coûts du décrochage par habitant de 15 ans et plus, afin de tenir compte de la taille de chaque territoire. Ce sont les trois plus petites MRC (la Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac, Papineau) qui affichent les impacts économiques les plus grands par habitant. En effet, en reprenant les données du tableau 10 ci-dessus (panel de droite), on voit que la part de la population sans diplôme est substantiellement plus élevée dans la Vallée-de-la-Gatineau (20 %), dans Pontiac (21,7 %) et dans Papineau (17,5 %) par rapport à Gatineau (10,4 %) et aux Collines-de-l'Outaouais (10,8 %). Par conséquent, les impacts économiques y sont disproportionnellement plus élevés – variant de 3 405 \$ à 4 807 \$ par habitant de 15 ans et plus selon la MRC et la méthode – en raison de ce poids plus important du nombre de décrocheurs dans leur population, alors que ce montant par habitant varie de 2 584 \$ à 3 800 \$ par habitant de 15 ans et plus à Gatineau et dans les Collines-de-l'Outaouais. L'Outaouais, l'ensemble du Québec et Gatineau présentent des impacts par habitant de 15 ans et plus très similaires, en comparaison avec les autres MRC.

Tableau 13. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, par habitant de 15 ans et plus, par territoire, 2024

	Coût total pour le gouvernement		Impact économique total	
	Méthode A	Méthode B	Méthode A	Méthode B
La Vallée-de-la-Gatineau	3 209 \$	3 323 \$	4 109 \$	4 807 \$
Pontiac	3 352 \$	3 429 \$	4 009 \$	4 476 \$
Papineau	2 722 \$	2 833 \$	3 405 \$	4 083 \$
Outaouais	2 160 \$	2 344 \$	2 894 \$	4 011 \$
Les Collines-de-l'Outaouais	2 015 \$	2 215 \$	2 584 \$	3 800 \$

Québec	2 046 \$	2 222 \$	2 720 \$	3 792 \$
Gatineau	1 994 \$	2 158 \$	2 730 \$	3 730 \$

Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional

Le développement socio-économique d'une région s'appuie sur une série de leviers économiques reconnus comme tels par la littérature scientifique en économie et en sciences régionales. On peut évoquer plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'éducation et la formation de la main-d'œuvre, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Dans cette section, nous tenterons de démontrer comment un grand nombre de décrocheurs dans une région peut avoir des effets négatifs sur chacun de ces leviers, limitant ainsi le potentiel de développement régional.

Les impacts du décrochage scolaire sur ces leviers sont difficilement mesurables et non immédiatement perceptibles. Rappelons-nous que le terme « levier » fait référence au fait qu'un changement affectant ces différents éléments peut avoir un effet multiplicateur sur l'économie et que le décrochage scolaire pourrait causer des effets substantiels et cumulatifs, à moyen et à long terme, sur la situation socio-économique d'une région.

L'approche par les leviers économiques est assez originale puisque, au meilleur de nos connaissances, aucune étude portant sur les coûts économiques du décrochage n'adopte cette perspective.

La présente section traite des liens théoriques entre le décrochage scolaire et chacun de ces leviers. Dans la section suivante, nous tracerons un portrait socio-économique de l'Outaouais afin de tenter d'illustrer ces relations sur la base de diverses statistiques comparant l'Outaouais aux autres RA du Québec. L'objectif est de déterminer si l'ampleur du décrochage scolaire dans la région – tel que décrit dans le chapitre 1 – peut être mise en relation avec l'état de la situation économique dans la région.

4.1 Innovation et créativité

L'innovation est au cœur de la croissance économique. On reconnaît quatre types d'innovation (OCDE, 2005) :

- **De produit** : innovation permettant le développement d'un nouveau produit ou service, l'amélioration d'un produit ou service;
- **De procédé** : innovation permettant de réduire les coûts de production ou d'augmenter la productivité;
- **De commercialisation** : innovation en matière de commercialisation, de distribution ou de marketing du produit ou du service;
- **D'organisation** : innovation permettant d'optimiser la gestion et l'efficacité de l'organisation.

Par conséquent, l'innovation peut contribuer à la croissance d'une entreprise de trois façons :

- 1) Réaliser des gains de productivité, et ainsi réduire les coûts de production et augmenter les profits (innovation de procédé, de commercialisation et d'organisation). Un gain de productivité, en améliorant l'efficacité du système de production, de la distribution ou de la gestion, permet de réduire le coût de production par unité;
- 2) Développer un nouveau marché en développant un nouveau produit ou service (innovation de produit);
- 3) Créer de la valeur pour le client par une amélioration du produit ou du service (innovation de produit) ou par une méthode de commercialisation ou de marketing plus attractive (innovation de commercialisation), ce qui permet à l'entreprise de fidéliser sa clientèle, de se différencier des concurrents et d'augmenter ses prix et, par conséquent, son profit.

En d'autres mots, l'innovation crée de la valeur ajoutée pour une entreprise, soit en haussant sa marge bénéficiaire par la réduction des coûts de production ou par l'augmentation des prix, soit en bénéficiant d'une extension de son marché avec un nouveau produit/service ou du marketing innovant.

C'est pourquoi les entreprises innovantes tendent à bénéficier d'une plus forte croissance de leur chiffre d'affaires et exportent davantage (Bernard et autres, 1999). Une région où le niveau d'innovation est plus élevé connaîtra donc un développement économique plus important.

Les économistes estiment d'ailleurs que le principal déterminant de la croissance économique à long terme dans les pays occidentaux ne provient non pas de l'augmentation des ressources (l'exploitation des ressources naturelles ou la croissance de la population, par exemple), mais des gains de productivité et de l'innovation (Barro, 1991; Easterly et autres, 2001; Crafts et autres, 2021). Plusieurs études économiques établissent un lien entre le niveau d'éducation du capital humain et la croissance économique (Nelson et autres, 1966; Barro, 1991; Benhabib et autres, 2005).

Pour comprendre l'impact du décrochage scolaire sur l'innovation, il est d'abord utile de discuter du processus de créativité menant à l'innovation. Une innovation trouve nécessairement naissance dans une nouvelle idée. D'ailleurs, le dictionnaire Larousse définit l'innovation comme étant « un ensemble de processus qui se déroule depuis la naissance d'une idée jusqu'à sa matérialisation²⁰ ». Or, une idée naît toujours de la combinaison d'au moins deux autres idées ou de savoirs.

²⁰ Dictionnaire Larousse en ligne : [larousse.fr/dictionnaires/francais/innovation/43196](https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/innovation/43196).

Puisque les idées sont immatérielles²¹, elles peuvent se diffuser rapidement et facilement, au plus grand nombre, permettant de se combiner avec d'autres idées pour en créer de nouvelles, qui pourront à leur tour se combiner pour donner naissance à d'autres idées, et ainsi de suite (Romer, 1990). Il y a donc une croissance exponentielle de nouvelles idées, permettant une croissance exponentielle de l'innovation, et donc de la croissance économique (Lucas, 1988; Romer, 1990; Aghion et autres, 1998).

Au niveau régional, cette diffusion des idées se fait d'autant plus intensément qu'elle est facilitée par la proximité géographique, grâce aux contacts sociaux plus nombreux à cette échelle et à la qualité des échanges en face-à-face. L'idée développée par une entreprise donnée peut se diffuser aux autres entreprises, qui elles-mêmes utiliseront cette idée pour développer une nouvelle innovation, et ainsi de suite. C'est un effet « boule de neige » : plus il y a de création d'idées et d'innovation dans la région, plus grande sera la capacité d'innovation des organisations localisées dans la région (Romer, 1990; Audretsch, 2003). Le niveau d'éducation contribue à cette diffusion et à la transmission de l'information, permettant une meilleure compréhension et un traitement plus efficace de l'information transmise (Nelson et autres, 1966).

L'innovation surgit surtout lors de rencontres d'idées très hétérogènes. On peut prendre l'analogie du jeu de Lego : plus il y a de morceaux de tailles, de formes et de couleurs différentes, plus il est possible d'être créatif dans la construction de structures. Ainsi, une région où se diffuse une large diversité d'idées et de savoirs risque d'être d'autant plus innovante et créative.

L'innovation n'est pas restreinte aux professionnels travaillant dans des laboratoires ou en recherche et développement (R&D). Les sources d'innovation sont multiples et les nouvelles idées peuvent provenir de toute personne dans une organisation. Il peut s'agir par exemple d'un mécanicien faisant du « patentage » sur une machine pour en améliorer l'efficacité, un représentant des ventes qui propose des améliorations à un produit sur la base des commentaires de ses clients, une réceptionniste qui émet une idée de marketing, un graphiste qui pense à une idée de design pour un produit, ou un chef d'étage d'une usine qui propose une nouvelle façon de fonctionner. Plus les employés d'une organisation seront dans un état d'esprit incitant à la créativité, plus cette organisation sera innovante.

D'un point de vue individuel, la capacité à développer une nouvelle idée est en partie liée au niveau d'éducation. Principalement, elle dépend d'habiletés cognitives permettant d'identifier, de décoder, de comprendre, d'interpréter, d'analyser, de traiter et d'utiliser de l'information complexe. Le champ informationnel est de plus en plus large et complexe, et cela exige des compétences particulières pour identifier, dans ce

²¹ En ce sens, les idées sont considérées comme des biens publics en économie. Elles sont non exclusives : sauf pour les idées protégées par brevet ou par propriété intellectuelle, il est difficile d'empêcher autrui d'utiliser une idée. Elles sont aussi non rivales : l'utilisation d'une idée par une personne n'empêche pas son utilisation par une autre personne. C'est pourquoi les idées se diffusent rapidement, au plus grand nombre.

magma d'information, un élément particulier ayant le potentiel de faire naître une nouvelle idée, et pour comprendre comment l'exploiter concrètement. L'éducation permet de développer ces habiletés de traitement de l'information (Oreopoulos et autres, 2011).

Nous avons aussi mentionné que l'innovation émergeait surtout de la combinaison d'idées très différentes. Ainsi, plus un individu détient de connaissances, plus il y a de chances que ces connaissances se combinent ou qu'elles soient fertilisées par des idées externes pour créer de nouvelles idées. Pour revenir à l'analogie du jeu de Lego, plus les pièces sont diverses, plus il est possible d'être créatif à l'intérieur de son propre jeu ou de pouvoir s'agencer avec la construction d'une autre personne. Une éducation plus avancée permet de développer le champ de connaissances des individus. La maîtrise de compétences en littératie et en numératie est évidemment cruciale dans plusieurs domaines de l'innovation, notamment en recherche et développement. Toutefois, la logique de la combinaison hétéroclite d'idées explique pourquoi la culture générale et l'acquisition de savoirs très variés sont aussi importantes pour développer une capacité d'innovation, même si ces apprentissages ne sont pas directement liés à la profession de l'individu. Plus les connaissances sont larges, plus on multiplie les chances de fertilisation créative croisée, comme autant de lignes de pêche jetées à la mer.

La capacité à développer de nouvelles idées dépend aussi de certaines prédispositions cognitives, telles que la curiosité, l'ouverture, la créativité et un mode de pensée hors des sentiers battus (*out-of-the-box thinking*) (Acosta et autres, 2013), mais aussi d'aptitudes telles que la capacité à apprendre et les habiletés de résolution de problèmes. Ce sont des éléments qui peuvent s'acquérir et s'affermir tout au long du parcours éducatif.

Enfin, la mise en œuvre d'innovations ou de nouvelles technologies dans une organisation exige une capacité d'adaptation et de la flexibilité cognitive de la part de la main-d'œuvre, et peut-être même certaines connaissances spécifiques. La main-d'œuvre plus éduquée dispose d'un avantage sur ce point.

Bref, une forte proportion de décrocheurs dans une organisation ou dans une région limite la propension de cette organisation ou de cette région à innover (Hanushek et autres, 2007), à être créative et à développer des idées, réduisant donc le potentiel de développement régional.

4.2 Productivité

La productivité d'une organisation – c'est-à-dire la capacité de ses ressources à produire une certaine quantité d'unités d'un produit ou d'un service – dépend notamment des compétences, du niveau de formation et des expertises de sa main-d'œuvre. Nous avons déjà mentionné que les décrocheurs, par manque de connaissances, de qualifications particulières et d'habiletés spécifiques, risquent d'afficher une

productivité moindre que la main-d'œuvre diplômée (Heckman, 2004; Grossman, 2006; Hanushek et autres, 2007; Oreopoulos et autres, 2011; Belfield, 2014). Acosta et autres (2013) mentionnent aussi que la main-d'œuvre plus éduquée se montre plus autonome dans son travail, nécessitant moins de supervision.

De leur côté, les gains de productivité impliquent l'adoption de nouvelles technologies, techniques, machines ou façons de faire (Acosta et autres, 2013). Des formations techniques peuvent être requises pour leur mise en œuvre. Or, tel qu'évoqué précédemment, le niveau d'éducation est un élément déterminant de la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre à ces changements et aux innovations dans une organisation. De plus, il peut être plus difficile de suivre des formations spécifiques et des mises à niveau avec un plus faible niveau d'éducation. En d'autres mots, les investissements en formation continue et en développement du capital humain risquent d'être moins productifs chez des décrocheurs (Hankivsky, 2008). Enfin, nous avons relevé une plus faible capacité de la part des décrocheurs à développer des idées pouvant mener à des gains de productivité et à de l'innovation (Acosta et autres, 2013).

Autre phénomène affectant la productivité, l'importance croissante de l'innovation dans la vie des organisations modifie profondément la nature du travail. Les tâches deviennent de plus en plus complexes, diverses et moins routinières. Ceci exige de la part de la main-d'œuvre davantage de flexibilité et de qualifications, et de meilleures bases de connaissances technologiques (Badulescu et autres, 2016; Langlois, 2018).

Une forte prévalence de décrocheurs dans une région peut aussi engendrer des problèmes d'employabilité et d'appariement sur le marché du travail puisque les organisations rencontreront des difficultés à recruter de la main-d'œuvre disponible, qualifiée et correspondant aux exigences des postes ouverts (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Hankivsky, 2008; Blaya, 2012; Langlois, 2018). Il peut aussi y avoir des problèmes d'insertion professionnelle des individus inactifs. Les conséquences de ces inefficiences du marché du travail pour les organisations se traduiront par des postes non comblés, des embauches sous-optimales, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et un plus fort taux de roulement du personnel, et par conséquent une baisse de leur productivité (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Langlois, 2018).

Par contre, malgré l'absence d'éducation supérieure, certains décrocheurs pourraient tout de même avoir les facultés requises pour combler certains postes. Or, le diplôme agit comme un « signal » (*signaling*) auprès des employeurs, qui l'interprètent comme étant un gage de compétence, peu importe les capacités réelles d'un individu (Carlson, 2013; De Witte et autres, 2017). Des décrocheurs compétents risquent donc d'être défavorisés dans l'obtention de ces postes, ou même tout simplement exclus du processus. On parle alors de « diplômanie » (crédentialisme) (Carlson, 2013) par lequel le diplôme revêt plus d'importance que les qualités réelles d'un individu dans les décisions d'embauche, alors que les apprentissages liés au diplôme ne sont pas

nécessairement requis pour la réalisation des tâches du poste en question. Pour les entreprises, ce phénomène donne lieu à une sous-utilisation des capacités de la main-d'œuvre, qui est une autre forme d'inefficacité pouvant affecter la productivité.

La figure 11 ci-dessous résume l'ensemble des liens entre le décrochage scolaire et la productivité, tant du point de vue organisationnel que sur le plan régional.

Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité

	Conséquences pour les décrocheurs	Conséquences pour les organisations	Conséquences régionales
Productivité et innovation	Déficit en... • Éducation • Formation • Compétences et qualifications • Connaissances générales	→ • Productivité au travail • Innovation • Créativité • Compréhension des nouvelles technologies • Capital humain plus faible	→ Perte de PIB
		→ • Investissement formation continue • Investissement capital humain	→
Emploiyabilité	• Appariement emploi • Insertion professionnelle • Efficience du marché du travail	→ • Postes non comblés • Embauches sous-optimales • Pénuries de main-d'œuvre qualifiée	→ Perte de productivité
	• Théorie du signal (<i>signaling</i>) • « Diplômanie » (crédentialisme)	→ • Sous-utilisation des capacités productives	→

4.3 Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est synonyme de création d'emplois et d'activité économique. Il contribue donc au développement d'une région. La création d'une entreprise émerge toujours d'une nouvelle idée que l'entrepreneur souhaite exploiter, créant de la valeur ajoutée pour le consommateur : un nouveau produit, un design original, un mode de distribution inédit, un meilleur prix découlant d'une innovation dans le processus de production ou de commercialisation, etc. On en revient donc à notre discussion sur l'innovation et le processus de génération des idées : les individus ayant un plus haut niveau d'éducation disposeront possiblement de meilleures aptitudes, connaissances et prédispositions cognitives pour faire émerger de nouvelles idées menant à l'entrepreneuriat. De plus, avec un actif financier plus limité et une situation socio-économique plus précaire, il pourrait être plus difficile pour un décrocheur d'investir dans la création d'une nouvelle entreprise.

Sur le plan plus technique, la création d'entreprises exige la capacité à gérer et à développer une organisation : capacités de gestion, connaissances managériales, tolérance aux risques, etc. Ce sont des aptitudes qui peuvent se développer avec un meilleur niveau d'éducation.

L'entrepreneur devra possiblement compter sur la disponibilité d'une main-d'œuvre compétente dans la région pour créer son entreprise. L'entrepreneuriat risque donc d'émerger plus difficilement dans un territoire ayant une forte part de décrocheurs dans sa population.

Par conséquent, une région où le décrochage scolaire est important risque de présenter un plus faible taux d'entrepreneuriat.

4.4 Attractivité régionale

La croissance d'une région peut aussi se réaliser sur des bases exogènes, soit par l'attraction de résidents, d'investisseurs, d'entreprises et d'entrepreneurs venant de l'extérieur. En particulier, l'attraction et la rétention de main-d'œuvre dans une région sont essentielles pour son développement et sa vitalité socio-économique, surtout en contexte de pénurie de main-d'œuvre.

Or, un important taux de décrochage scolaire dans une région peut nuire à son image d'attractivité. Sur la base de la discussion de la section 2.3, une forte présence du décrochage scolaire dans une région peut se matérialiser par une plus forte prévalence de problèmes de pauvreté (création de « poches » de pauvreté territoriales), de santé physique et mentale, de comportements antisociaux et de criminalité sur son territoire. Nous avons aussi expliqué comment le décrochage scolaire peut affecter la cohésion sociale et la vitalité des communautés; ces éléments peuvent dissuader de nouveaux résidents de s'établir dans cette région. Il en est de même pour les employeurs à la recherche d'une bonne qualité de vie pour leurs employés. Les entreprises et les entrepreneurs seront aussi à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et disponible, ce qui n'est pas toujours le cas avec un grand nombre de décrocheurs dans une région.

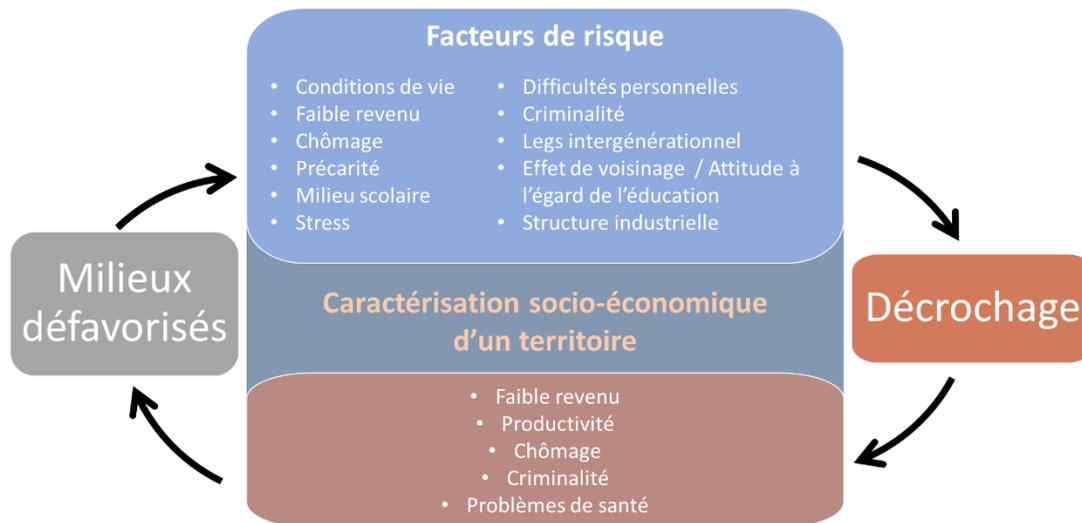
4.5 Mobilisation régionale

La mobilisation des citoyens et des organisations dans la vie sociale d'une région constitue aussi un levier du développement socio-économique de la région. Or, nous avons noté que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons et de bénévolat, ainsi que de participation communautaire, civique et politique. Par conséquent, une plus forte proportion de décrocheurs dans une région peut réduire la capacité mobilisatrice de la région, affectant son potentiel de développement.

4.6 Effet autocumulatif du décrochage

Tel qu'illustré dans la figure 12 ci-dessous, une région peut se retrouver dans un processus autocumulatif (cercle vicieux) du décrochage lorsqu'elle est touchée par une forte proportion de décrocheurs dans sa population (De Witte et autres, 2017).

Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional



Comme nous l'avons détaillé, le décrochage tend à augmenter les risques de pauvreté, de précarité financière, de chômage, de comportements antisociaux et de problèmes de santé physique et mentale. Par conséquent, une forte concentration de décrocheurs sur un territoire donné altère sa composition socio-économique, pouvant mener à l'émergence de milieux défavorisés ou à leur aggravation.

Or, plusieurs caractéristiques d'un milieu défavorisé sont elles-mêmes des facteurs de risque pouvant amener un individu à décrocher de ses études, notamment les conditions de vie, la non-diplomation des parents et du voisinage, les faibles revenus, l'absence de perspectives d'avancement professionnel, la criminalité, les grossesses prématurées, le chômage, la dépendance aux alcools et aux drogues, etc. (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Hankivsky, 2008; Blaya, 2012; Eurofound, 2012; Badulescu et autres, 2016; di Paola et autres, 2018).

La dynamique locale du marché du travail peut aussi influencer sur le décrochage scolaire (Hankivsky, 2008; Uppal, 2017; di Paola et autres, 2018) selon la disponibilité d'emplois exigeant ou non des qualifications. La structure industrielle d'une région joue un rôle dans cette dynamique, par exemple lorsqu'elle est dominée par des secteurs d'activité où les principaux emplois correspondent à de petits métiers et de faibles salaires, ne nécessitant pas de qualifications avancées. Il s'agit donc d'une structure industrielle n'incitant pas les jeunes à poursuivre des études à un niveau élevé, alimentant ainsi le

niveau de décrochage. En même temps, ce faible niveau d'éducation de la région favorise plus particulièrement le développement des filières industrielles à faible qualification, renforçant encore davantage le risque de décrochage scolaire dans la région.

La motivation à poursuivre ses études doit aussi se comprendre dans un contexte social en fonction des attitudes de la communauté envers l'éducation et de la présence de modèles éducatifs à suivre dans l'entourage des jeunes (Développement des ressources humaines Canada, 2002; Blaya, 2012; Uppal, 2017; di Paola et autres, 2018). Un jeune risque de développer un faible goût pour l'éducation si ses parents, sa famille, ses amis et son voisinage ne valorisent pas l'éducation, ou qu'ils sont eux-mêmes sans diplôme. Il peut aussi percevoir davantage de barrières à la réussite éducative sachant que ses parents auront de la difficulté à le soutenir et à l'aider dans ses études, n'ayant pas eux-mêmes nécessairement les connaissances ni l'expérience en la matière. Il y a donc un phénomène de legs intergénérationnel au décrochage scolaire (Rumberger, 2011).

En résumé, à travers ses impacts économiques, individuels et sociaux, le décrochage scolaire affaiblit le tissu socio-économique d'un territoire, faisant émerger des facteurs de risque supplémentaires qui, eux-mêmes, peuvent mener au décrochage, et ainsi de suite. Autrement dit, un tel territoire peut se retrouver dans un processus autocumulatif par lequel un faible taux de diplomation dans une population alimente lui-même le décrochage subséquent.

Chapitre 5. Portrait socio-économique de l'Outaouais

Nous présentons dans cette section un portrait socio-économique de l'Outaouais. Sans établir une preuve de causalité formelle entre décrochage scolaire et développement régional, ce portrait nous permet d'illustrer l'argumentaire présenté précédemment à propos des leviers du développement régional.

Pour chaque statistique présentée, la situation de l'Outaouais est comparée à l'ensemble du Québec ainsi qu'aux autres RA québécoises. Nous pourrions ainsi observer la cohérence entre ce portrait socio-économique et la problématique de l'Outaouais en matière d'éducation globale de sa population, telles que décrite au chapitre 1.

Plus précisément, le tableau 14 ci-dessous liste les statistiques qui seront analysées dans ce présent chapitre, avec une description de l'impact attendu lorsqu'une région fait face à un niveau élevé de décrochage scolaire, conformément aux éléments théoriques développés dans les chapitres 2 et 4. Par exemple, nous avons noté dans le chapitre 2 le lien entre l'absence de diplôme et le chômage. Par conséquent, on s'attend à ce qu'une région ayant un taux de décrochage scolaire élevé affiche aussi un taux de chômage élevé. Autre exemple, le chapitre 4 a décrit les effets du décrochage sur le développement économique; on s'attend donc à ce qu'une région ayant un niveau de décrochage élevé connaisse une croissance du PIB plus faible.

Tableau 14. Impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique

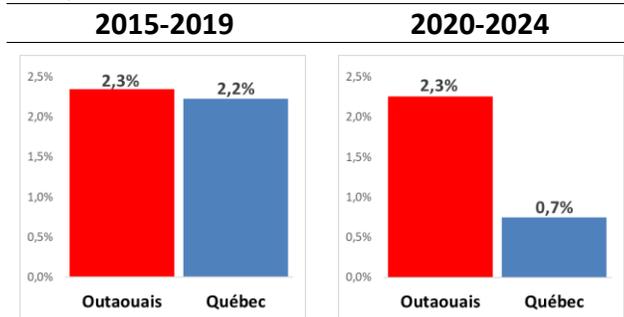
Statistique	Impact attendu d'un niveau <u>élevé</u> de décrochage scolaire
Richesse et croissance	
PIB par habitant	Plus faible
Revenu disponible par habitant	Plus faible
Croissance du PIB	Plus faible
Marché de l'emploi	
Taux de chômage	Plus élevé
Taux d'activité	Plus faible
Structure industrielle	
Spécialisation industrielle et salaire	Structure industrielle davantage centrée vers des secteurs plus traditionnels à plus faibles salaires
Salaire horaire médian	Plus faible
Croissance du salaire horaire médian	Plus faible
Faible revenu et pauvreté	
Taux de faible revenu	Plus élevé
Taux d'assistance sociale	Plus élevé

5.1 Croissance du PIB

L'Outaouais a connu une croissance réelle du PIB de 2,3 % en moyenne annuellement entre 2015 et 2024, un taux plus élevé que dans l'ensemble du Québec, tant dans la

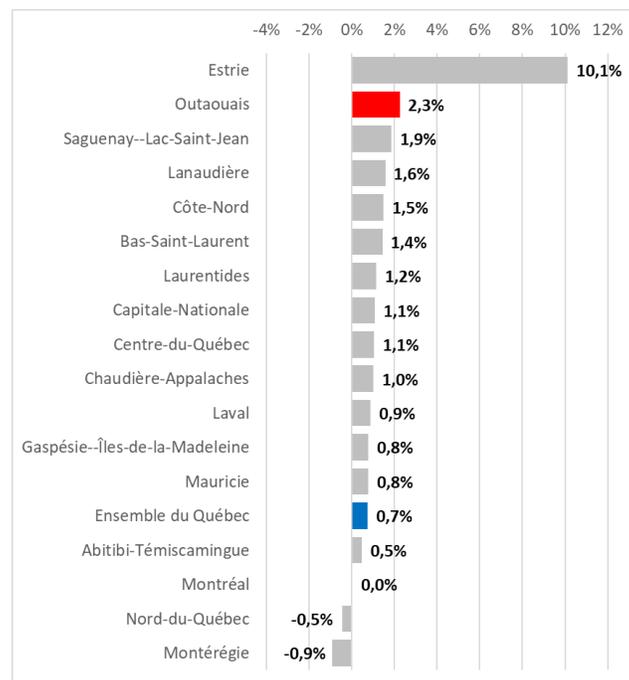
période pré-pandémique 2015-2019 (figure 13, partie de gauche) que depuis 2020 (figure 13, partie de droite). Cet écart est particulièrement notable dans cette dernière période puisque l'ensemble du Québec a affiché une croissance réelle du PIB de seulement 0,7 % en moyenne annuelle, alors qu'avec un taux de 2,3 %, l'Outaouais arrive au 2^e rang parmi les RA québécoises (figure 14).

Figure 13. Croissance réelle du PIB en moyenne annuelle



Source : Institut de la statistique du Québec.

Figure 14. Croissance réelle du PIB en moyenne annuelle par région administrative, 2020-2024



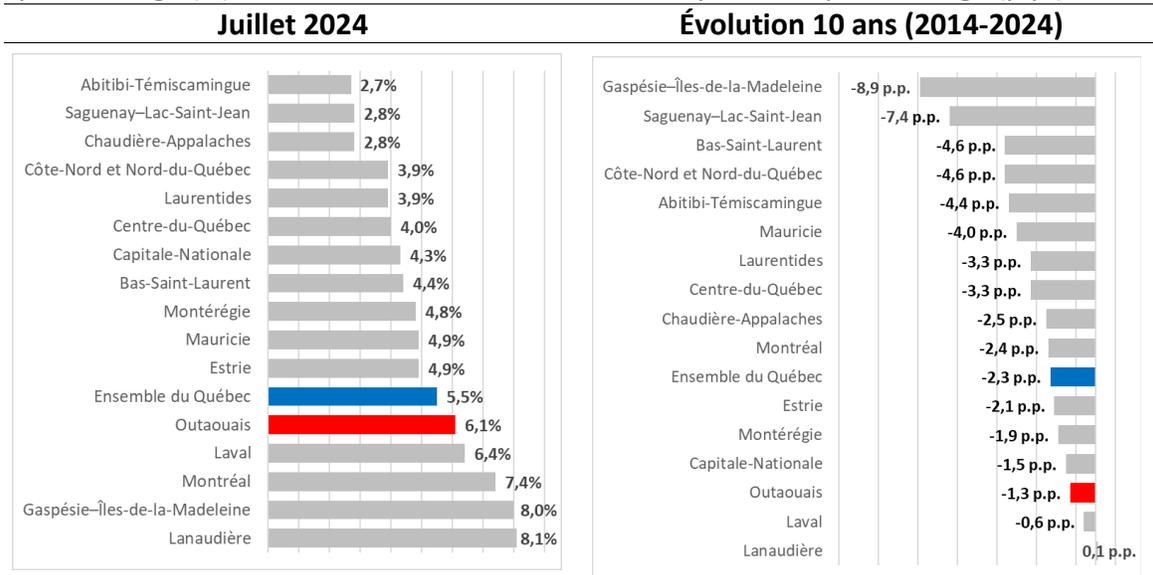
Source : Institut de la statistique du Québec.

5.2 Marché de l'emploi

En juillet 2024, le taux de chômage en Outaouais se situait à 6,1 % (figure 15, partie de gauche), un taux supérieur à l'ensemble du Québec (5,5 %) qui place la région au 12^e rang parmi les RA.

Depuis 10 ans, le taux de chômage a suivi une tendance à la baisse au Québec en raison des graves pénuries de main-d'œuvre. C'est aussi le cas en Outaouais, avec une baisse du taux de chômage de 1,3 points de pourcentage (p.p.) depuis 2014 (figure 15, partie de droite), mais cette diminution est l'une des plus faibles parmi les RA.

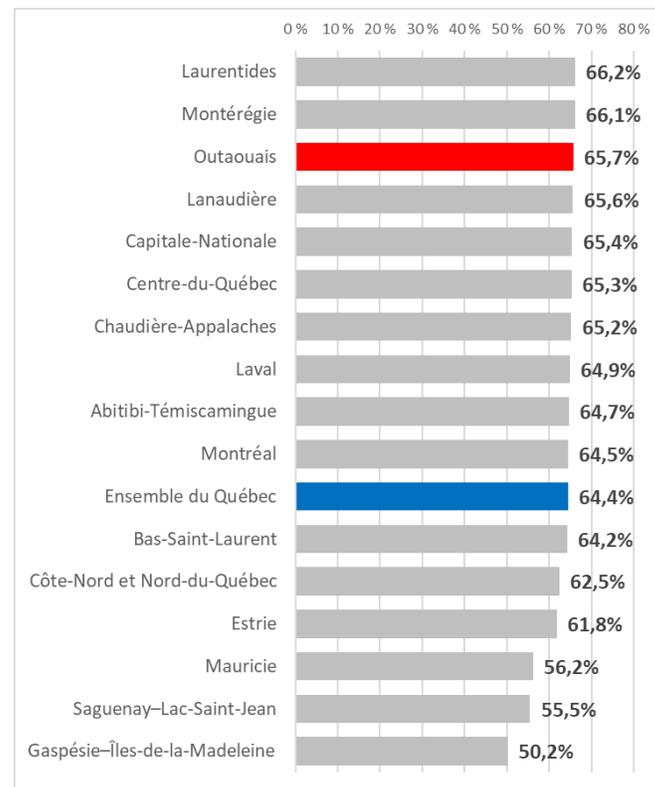
Figure 15. Taux de chômage par région administrative – Niveau en juillet 2024 en pourcentage (%) et évolution entre 2014 et 2024 en points de pourcentage (p.p.)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

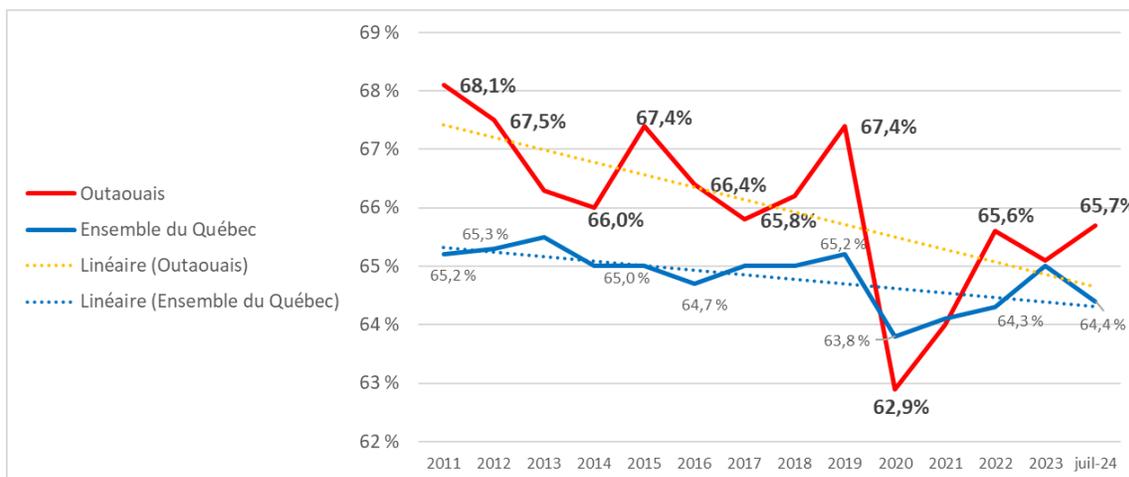
Rappelons-nous que le taux d'activité offre un portrait de la population active par rapport à la population inactive. En juillet 2024, le taux d'activité en Outaouais était de 65,7 %, lui donnant la 3^e position dans le classement des RA (figure 16). Ce taux a connu une légère tendance à la baisse depuis 2011 (figure 17) malgré une hausse importante depuis 2020, mais l'Outaouais performe généralement mieux que l'ensemble du Québec sur cette période (taux d'activité supérieur).

Figure 16. Taux d'activité par région administrative (juillet 2024)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 17. Évolution du taux d'activité par région administrative (2011-2024)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5.3 Structure industrielle

Une forte présence de décrocheurs dans une population régionale peut influencer à long terme sur la structure industrielle, et inversement. Un bassin de main-d'œuvre moins qualifié et éduqué, moins porté à innover ou à s'adapter à l'innovation et en moyenne moins productif, correspond davantage à des secteurs d'activité plus traditionnels et moins technologiques, impliquant des tâches plutôt routinières et peu complexes souvent liées à des emplois à faibles salaires. Inversement, ce type de bassin de main-d'œuvre tend à freiner la croissance de secteurs d'activité plus innovants et technologiques, exigeant des qualifications d'emploi plus pointues. On devrait donc observer une adéquation sociologique entre les caractéristiques de la main-d'œuvre disponible et les besoins d'emplois spécifiques des secteurs exerçant leurs activités dans la région.

Dans la figure 18 ci-dessous, nous établissons, pour chaque secteur d'activité, un lien entre la rémunération horaire moyenne des salariés (données du Québec) et le niveau de spécialisation sectorielle de l'Outaouais. Nous voulons voir si le niveau d'éducation de la population d'une région peut être mis en lien avec sa structure industrielle. Par exemple, on s'attend à ce qu'une région ayant une forte proportion d'individus sans diplôme dans sa population soit caractérisée par une structure industrielle centrée plutôt vers des secteurs à plus bas salaires, synonymes de plus faibles productivité et de niveau technologique.

Pour ce faire, nous avons calculé, pour chaque secteur d'activité, l'indice de spécialisation industrielle de l'Outaouais par rapport à l'ensemble du Québec²². Construit sur une base de 1, il indique à quel degré un secteur d'activité a un poids important (en termes de PIB) dans l'économie d'une région par rapport au poids de ce même secteur dans l'ensemble de l'économie du Québec. Un indice plus grand que 1 révèle que la région est relativement plus spécialisée dans ce secteur par rapport à la structure industrielle de l'ensemble du Québec, et inversement pour un indice inférieur à 1.

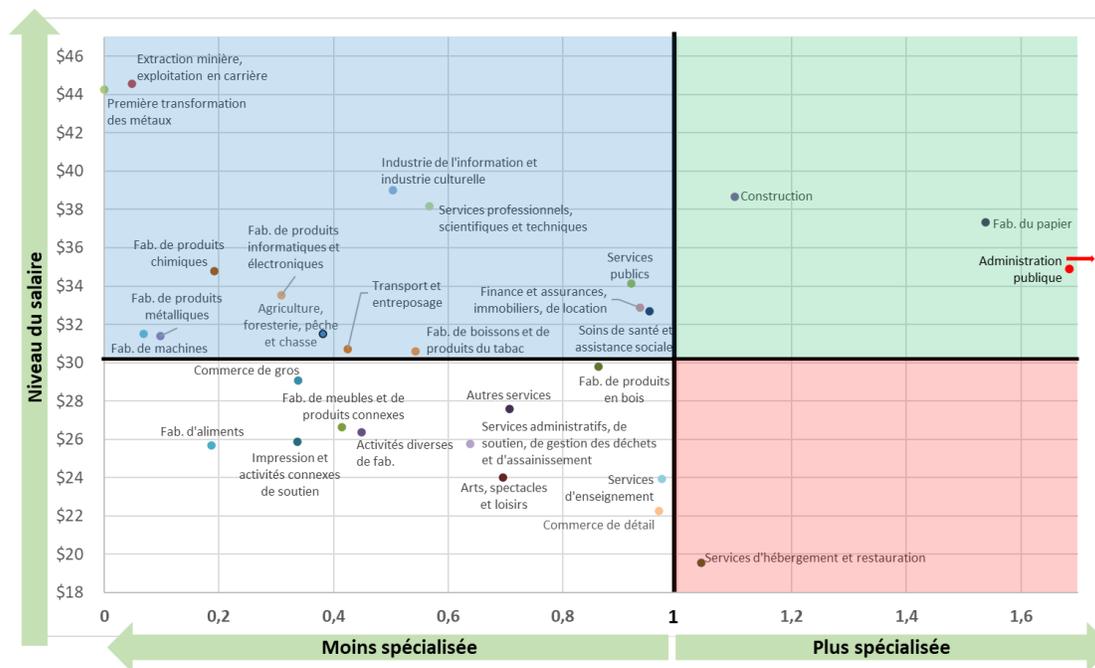
La figure 18 est séparée en quatre quadrants. L'axe vertical représente le niveau de rémunération horaire moyenne (salaires), avec comme balise la moyenne au Québec pour l'ensemble des secteurs d'activité, soit 30,14 \$/heure. L'axe horizontal indique l'indice de spécialisation, selon lequel la région est spécialisée dans un secteur (indice au-dessus de 1) ou non (indice en dessous de 1).

Figure 18. Relation entre la rémunération horaire moyenne des salariés (Québec, 2023) et l'indice de spécialisation en Outaouais selon le PIB (2021), par

²² Plus formellement, cet indice est calculé de la façon suivante : $\frac{(PIB_{ij}/PIB\ total_j)}{(PIB_{i-Québec}/PIB\ total_{Québec})}$, où

i est l'indicateur de l'industrie et *j* l'indicateur de la région. L'indice compare donc la part du PIB du secteur d'activité *i* dans le PIB total de la région *j* avec la part de ce secteur d'activité *i* dans le PIB total au Québec. Si cette part est plus élevée dans la région *j* que dans l'ensemble du Québec, on dira que la région *j* est relativement plus spécialisée dans le secteur *i* en comparaison avec l'ensemble de la structure industrielle du Québec en termes de PIB.

secteur d'activité



Sources : Statistique Canada, *Tableau 14-10-0206-01 Rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure, selon l'industrie, données annuelles, 2023.*

Institut de la statistique du Québec, *Produit intérieur brut aux prix de base par industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement, Québec.* Les plus récentes données sur le PIB par secteur d'activité remontent à 2021.

Le quadrant en haut à droite (zone verte) indique les secteurs dans lesquels l'Outaouais est spécialisée et qui offrent un niveau de salaire élevé. Le potentiel économique d'une région est généralement plus grand lorsque cette dernière se spécialise dans des secteurs à forts salaires. La région est fortement spécialisée dans le secteur de l'administration publique, en raison de la forte concentration d'institutions publiques fédérales localisées à Gatineau. L'indice de spécialisation de ce secteur en Outaouais monte à 4,07, si bien que nous avons tronqué la figure 18 afin de rendre les autres secteurs plus lisibles. Les deux autres secteurs de spécialisation à hauts salaires de la région sont la fabrication de papier et la construction.

Le quadrant en bas à droite (zone rose) indique une situation moins favorable d'un point de vue économique, c'est-à-dire une spécialisation dans des secteurs à plus faibles salaires. Il y a un seul secteur de l'Outaouais dans ce quadrant : les services d'hébergement et de restauration.

Le quadrant en haut à gauche (zone bleue) regroupe des secteurs à forts salaires, mais à faible spécialisation. Ce sont des secteurs dont on souhaite particulièrement le développement pour accroître la richesse économique de la région. On retrouve notamment dans ce quadrant la finance et l'assurance, la fabrication de boisson, le transport et l'entreposage, les services professionnels, scientifiques et techniques,

l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Il est possible que l'importance relative de ces secteurs soit amoindrie statistiquement en raison du poids démesuré des administrations publiques dans l'économie de l'Outaouais; ils représentent néanmoins pour la région un potentiel de développement et de diversification industrielle qui nécessiterait une main-d'œuvre adaptée et qualifiée.

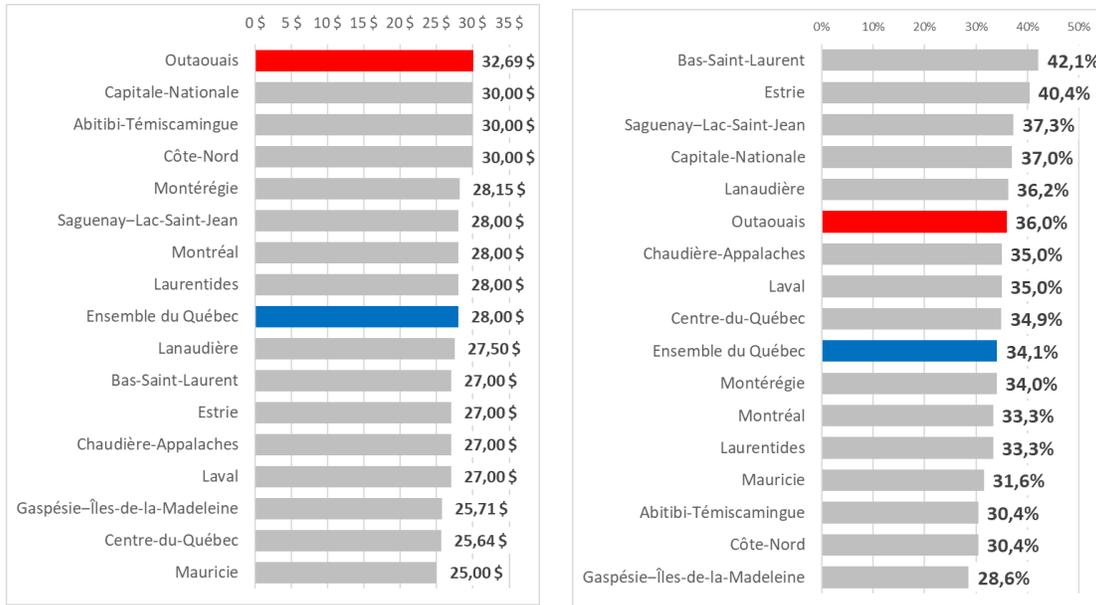
Bref, la figure 18 indique que la structure industrielle de l'Outaouais repose essentiellement sur la fonction publique, dont le salaire horaire médian (35,16 \$/heure) est plus élevé que dans l'ensemble des industries (30,14 \$/heure), mais dont les emplois exigent majoritairement des qualifications requérant des diplômes post-secondaires. Ceci explique possiblement la bonne performance de la région quant à la proportion de sa population disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université. Par contre, outre les administrations publiques, la fabrication de papier et la construction, on n'y note aucune autre spécialisation industrielle à valeur ajoutée, ce qui est plutôt rare au niveau régional. Cette situation serait cependant cohérente avec un pourcentage relativement plus élevé de la population n'ayant aucun diplôme, l'Outaouais étant au 8^e rang parmi les RA québécoises avec un taux de 11,3 %.

5.4 Niveau de salaire, richesse et pauvreté

L'Outaouais bénéficie du salaire horaire médian le plus élevé parmi les RA en 2023, avec 32,69 \$/h (figure 19, partie de gauche). Tel que mentionné dans la précédente analyse de la structure industrielle, cette situation s'explique possiblement par la forte concentration de l'administration publique dans l'économie de la région, un secteur offrant un salaire moyen supérieur à l'ensemble des industries. De plus, la région se trouve en 6^e position pour la croissance nominale de ce salaire horaire médian entre 2015 et 2023 (figure 19, partie de droite), avec un taux de 36 %, ce qui est plus élevé que dans l'ensemble du Québec (34,1 %). Cette croissance des salaires pourrait s'expliquer par la forte augmentation du PIB de l'Outaouais notée précédemment.

Figure 19. Salaire horaire médian des employés, par région administrative

Salaire horaire médian en 2023	Croissance nominale 2015-2023
---------------------------------------	--------------------------------------



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

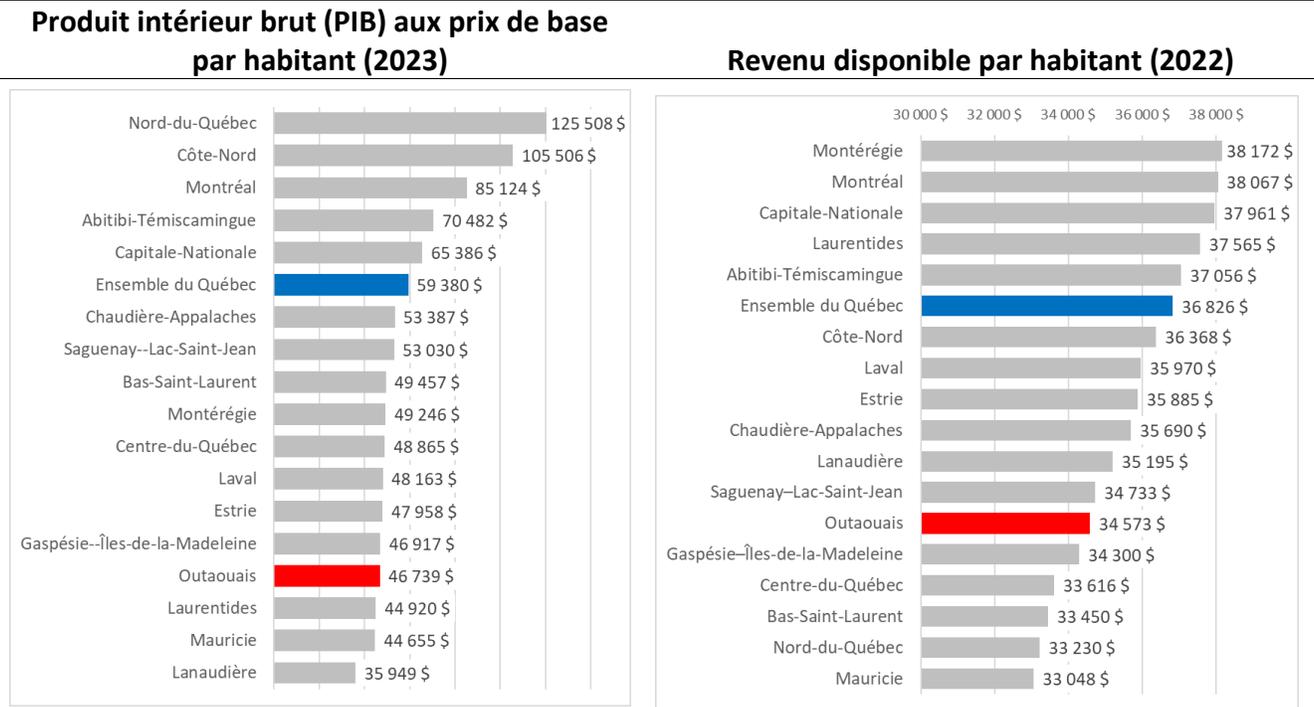
Le PIB par habitant est une mesure de la richesse moyenne d'une population. L'Outaouais affiche l'un des plus faibles niveaux de PIB par habitant parmi les RA (figure 20, partie de gauche), avec 46 739 \$, soit le 14^e rang.

Le revenu disponible par habitant, quant à lui, indique les revenus effectifs une fois que toutes les taxes et les impôts sont payés, mais en ajoutant les transferts gouvernementaux. Bref, c'est le revenu qui est réellement disponible pour consommer et épargner. À l'instar du PIB par habitant, l'Outaouais arrive dans le bas du classement (12^e) parmi les RA (figure 20, partie de droite) avec un revenu disponible de 34 573 \$ par habitant en 2022 (12^e rang), ce qui est inférieur au niveau de l'ensemble du Québec (36 826 \$).

Comment réconcilier ce faible rang de la région quant au PIB et au revenu disponible par habitant, alors qu'elle affiche le premier rang pour le salaire horaire médian? Le PIB est une mesure de la valeur de ce qui est produit dans une région. Nous avons précédemment noté que la structure industrielle de l'Outaouais repose essentiellement sur la fonction publique, avec une très faible diversification industrielle par ailleurs. Or, la fonction publique offre en moyenne des salaires élevés, mais elle ne représente pas une production (PIB) élevée relativement à d'autres secteurs d'activité. Autrement dit, la structure industrielle de la région n'est pas suffisamment développée pour assurer un niveau de production (PIB) important. Il est aussi probable qu'un grand nombre de résidents de l'Outaouais travaillent à Ottawa dans la fonction publique, expliquant ainsi le fort niveau de salaire médian, mais le plus faible PIB puisque ce qui est produit en Ontario n'est pas comptabilisé dans le PIB de l'Outaouais. De plus, comme le démontrent les prochaines statistiques, le niveau de pauvreté est relativement

important dans la région. Nous avons aussi noté un taux de chômage plus important. Ces éléments expliquent le plus faible revenu disponible par habitant malgré un salaire médian plus élevé.

Figure 20. Mesures de richesse par habitant – Produit intérieur brut (PIB) et revenu disponible, par région administrative

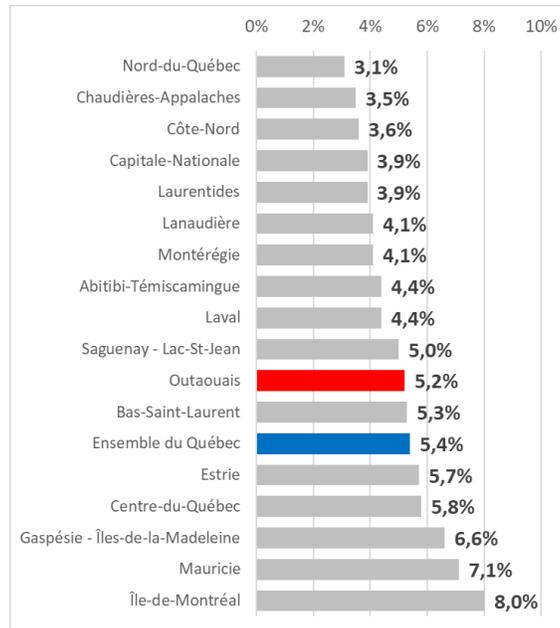


Source : Institut de la statistique du Québec.

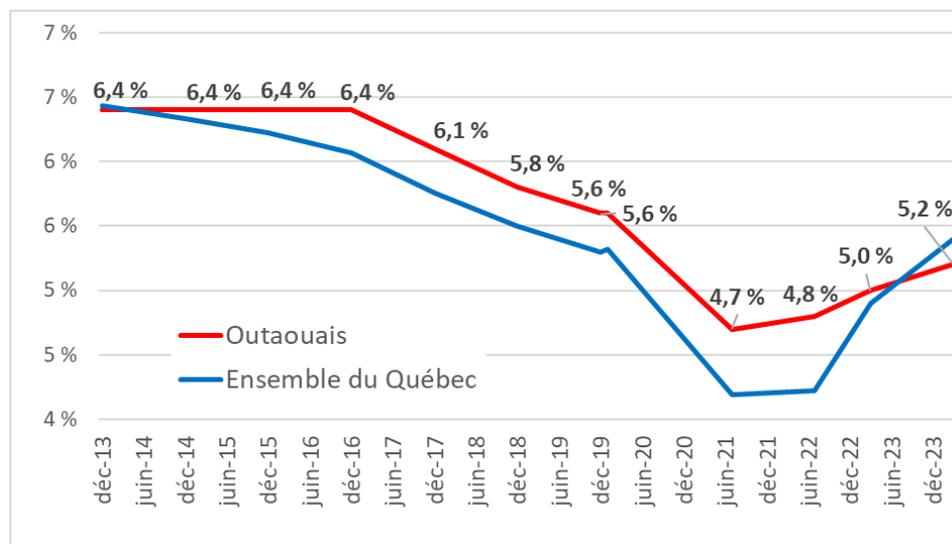
De même que l'Outaouais se situe en deçà du niveau de l'ensemble du Québec pour les statistiques de richesse et de revenus par habitant, la région affiche un taux d'assistance sociale de 5,2 % (figure 21, partie du haut), soit le 11^e rang parmi les RA. Ce taux d'assistance sociale a connu une tendance à la baisse depuis 10 ans (figure 21, partie du bas), et ce, tant en Outaouais que dans le reste du Québec, malgré une remontée depuis 2021.

Figure 21. Taux d'assistance sociale (0-64 ans)

Taux d'assistance sociale, par région administrative (mars 2024)



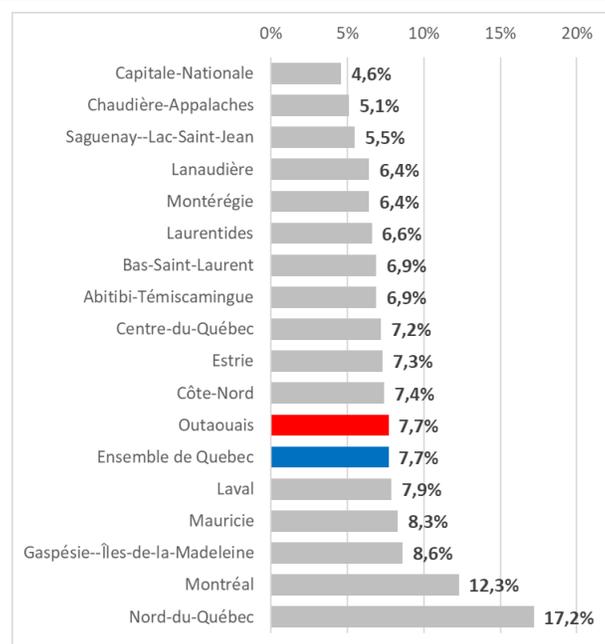
Évolution du taux d'assistance sociale, 2013-2024



Source : *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, Direction de l'analyse et de l'information de gestion, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le taux de faible revenu – c'est-à-dire le nombre de personnes ayant un faible revenu dans la population – confirme ce constat : l'Outaouais se situe en 12^e position dans le classement des RA (figure 22) avec un taux de 7,7 %.

Figure 22. Taux de faible revenu (2021), par région administrative



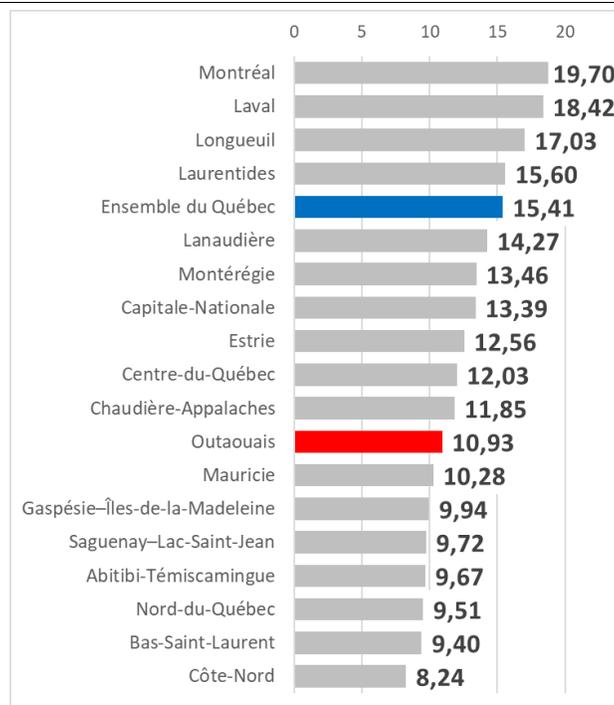
Source : Statistique Canada, *Fichier des familles T1*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5.5 Entrepreneuriat

À titre de mesure de l'entrepreneuriat, nous utilisons le taux de création d'entreprises, défini comme étant le nombre d'entreprises nouvellement immatriculées par habitant âgé de 25 à 64 ans²³, en moyenne annuelle de 2018 à 2020 (dernières données disponibles). L'Outaouais arrive au 11^e rang (figure 23), avec un taux de création d'entreprises de 10,93, soit un peu moins que le niveau de l'ensemble du Québec (15,41).

Figure 23. Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne annuelle 2018-2020

²³ C'est dans la tranche d'âge des 25-64 ans.



Source : Registre des entreprises du Québec, calculs de l'auteur.

5.6 Conclusion du portrait socio-économique

Le portrait socio-économique de l'Outaouais est assez contrasté, tel que le résume le tableau 15 ci-dessous. D'un côté, la région affiche une croissance du PIB et du salaire médian relativement plus élevée qu'ailleurs au Québec; en même temps, elle se classe beaucoup plus faiblement, entre le 12^e et le 14^e rang, pour son un niveau de richesse et de pauvreté. Hormis les variables de croissance et de salaire, les variables socio-économiques placent généralement la région autour du 12^e rang.

En fait, l'analyse de la structure industrielle de l'Outaouais indique que son territoire est possiblement caractérisé par deux dynamiques économiques parallèles. La première repose essentiellement sur les administrations et les services publics, des secteurs offrant des salaires élevés en moyenne, et dont les emplois exigent généralement des qualifications requérant des études post-secondaires. On note donc dans la région un salaire médian élevé et une forte proportion de la population ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université.

La deuxième dynamique est caractérisée par une structure industrielle peu diversifiée, avec peu de spécialisations sectorielles, notamment dans les secteurs à forts salaires. Cet état de la structure industrielle serait cohérent avec les faiblesses de la région en matière de richesse par habitant, de pauvreté et d'assistance sociale, mais aussi avec le

fort taux de décrochage scolaire de la région (12^e rang) et la proportion relativement plus élevée de la population sans aucun diplôme (8^e).

Il est possible que ce constat reflète aussi l'hétérogénéité entre les territoires de la région, avec d'un côté, la ville de Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais–bénéficiant du dynamisme économique lié la forte présence de la fonction publique – et de l'autre les MRC plus éloignées –davantage centrées sur le tourisme et les industries traditionnelles. Cette hétérogénéité avait aussi été notée concernant le taux de décrochage scolaire entre les MRC de l'Outaouais (tableau 1). Cela pourrait expliquer les taux de décrochage plus élevés dans les MRC de Papineau, du Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau.

Tableau 15. Résumé de l'analyse statistique de l'Outaouais et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Valeur	Rang sur 17	Cohérence avec niveau d'éducation
Persévérance scolaire et niveau d'éducation			
Taux de sorties sans diplôme ni qualification 2021-2022	21,4 %	12	-
Population de 25 à 64 ans sans diplôme 2023	11,3 %	8	-
Population de 25 à 64 ans ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université 2023	61,1%	4	-
Indice de littératie 2021	51,6 %	4	-
Variables socio-économiques			
Croissance du PIB			
Croissance 2015-2019	2,3 %	8	Fort
Croissance 2020-2024	2,3 %	2	Faible
Marché de l'emploi			
Taux de chômage juillet 2024	6,1 %	12	Moyenne
Taux d'activité juillet 2024	65,7 %	3	Faible
Structure industrielle			
Indice de spécialisation 2021	Peu diversifiée, poids important de la fonction publique		-
Niveau de salaire, richesse et pauvreté			
Salaire horaire médian 2021	32,69 \$	1	Faible
Croissance du salaire horaire médian 2015-2023	36 %	6	Faible
PIB par habitant 2023	46 739 \$	14	Faible
Revenu disponible par habitant 2022	34 573 \$	12	Moyenne
Taux d'assistance sociale mars 2024	5,2 %	11	Moyenne
Taux de faible revenu 2021	7,7 %	12	Moyenne
Entrepreneuriat			
Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne annuelle 2018-2020	10,93	11	Moyenne

Quoiqu'il en soit, cette situation contrastée de l'Outaouais fait en sorte qu'il est difficile de faire émerger des relations claires entre les variables éducationnelles de l'Outaouais et ses variables socio-économiques.

Pour tenter de clarifier ces relations, on calcule le rang moyen de l'Outaouais parmi les 17 RA du Québec concernant les 11 statistiques socio-économiques compilées. Ce classement moyen s'élève à 8,91, soit le milieu du classement des 17 RA. Ce même classement moyen pour les quatre variables touchant à l'éducation est très proche, soit 7 sur 17. Par conséquent, le rang de l'Outaouais en matière d'éducation est relativement représentatif de son rang pour l'ensemble de sa situation socio-économique.

On rappelle toutefois que la présente analyse n'est présentée qu'à titre illustratif, dans une démarche purement descriptive, et ne constitue donc pas une démonstration formelle de causalité entre le décrochage scolaire et le développement régional.

5.6 Analyse par MRC

Le tableau 16 ci-dessous indique l'indice de vitalité économique des MRC de l'Outaouais. Cet indice, calculé par l'Institut de la statistique du Québec, est « une mesure relative qui permet de classer les MRC les unes par rapport aux autres en fonction de leur vitalité économique. La valeur de l'indice de vitalité économique des MRC peut être soit négative, soit positive. Une valeur négative signifie généralement que la MRC accuse un retard en matière de vitalité économique par rapport à la majorité des MRC québécoises et, à l'inverse, une valeur positive indique que la MRC présente un résultat supérieur à la plupart des MRC »²⁴. Il est basé sur trois indicateurs, soit le revenu total médian des particuliers, la proportion de personnes occupant un emploi de 25 à 64 ans et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans.

Le tableau 16 montre l'hétérogénéité économique extrême entre les MRC de la région. Alors que les Collines-de-l'Outaouais et Gatineau se classent dans le haut du classement parmi les MRC québécoises, avec des valeurs positives de l'indice, les trois autres MRC se retrouvent en queue de classement, avec des valeurs négatives de l'indice, indiquant un grand niveau de dévitalisation économique.

Tableau 16. Indice de vitalité économique, par MRC, 2020

	Indice	Rang sur 103 MRC
Les Collines-de-l'Outaouais	15,72	4
Gatineau	9,31	15
Papineau	-4,73	80
La Vallée-de-la-Gatineau	-12,32	99
Pontiac	-13,16	102

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données

²⁴ Institut de la statistique du Québec, classement des MRC selon l'indice de vitalité économique, statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/4424

fiscales des particuliers de Revenu Québec et Estimations démographiques annuelles.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec

On obtient un classement similaire pour le revenu d'emploi médian des 25-64 ans (tableau 17), avec les Collines-de-l'Outaouais et Gatineau dans les dix MRC ayant les revenus les plus élevés, et les trois autres MRC étant en fin de classement.

Tableau 17. Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, par MRC, 2022

	Valeur	Rang sur 103 MRC
Les Collines-de-l'Outaouais	69 192 \$	2
Gatineau	61 787 \$	9
Pontiac	45 395 \$	88
Papineau	43 567 \$	93
La Vallée-de-la-Gatineau	40 434 \$	100

Institut de la statistique du Québec (ISQ), exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (RQ).

Similairement, concernant le revenu disponible par habitant (tableau 18), la Vallée-de-la-Gatineau, Papineau et Pontiac sont aussi dans les derniers rangs parmi les MRC du Québec. La MRC des Collines-de-l'Outaouais est dans les premières, alors que Gatineau se retrouve plutôt au 58^{ième} rang.

Tableau 18. Revenu disponible par habitant, par MRC, 2022

	Valeur	Rang sur 103 MRC
Les Collines-de-l'Outaouais	39 870 \$	10
Gatineau	34 306 \$	58
La Vallée-de-la-Gatineau	31 802 \$	95
Papineau	31 259 \$	98
Pontiac	29 956 \$	103

Source : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité économique des chasseurs crûs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Le taux de faible revenu – c'est-à-dire la part des familles ayant un faible revenu – présente un classement des MRC de l'Outaouais dans la même lignée (tableau 19), avec

les Collines-de-l'Outaouais dans les dix meilleures, Gatineau plutôt au milieu du classement (56^{ième}) et les trois autres MRC en queue de peloton.

Tableau 19. Taux de faible revenu, part des familles ayant un faible revenu, par MRC, 2021

	Valeur (%)	Rang sur 103 MRC
Les Collines-de-l'Outaouais	4,7%	9
Gatineau	7,3%	56
Papineau	9,8%	91
Pontiac	12,9%	98
La Vallée-de-la-Gatineau	13,9%	101

Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Le portrait du marché du travail (tableau 20) est similaire aux précédents constats. Le taux de chômage des MRC de l'Outaouais était, en 2021, parmi les plus élevés au Québec, y compris à Gatineau, avec des taux dépassant les 9%, sauf pour les Collines-de-l'Outaouais (5,9%). La situation est analogue pour le taux d'activité – que l'on souhaite le plus élevé possible – avec toutes les MRC de l'Outaouais se situant au bas du classement, affichant des taux inférieurs à 55 %, sauf les Collines-de-l'Outaouais (69,2 %) et Gatineau (66,6 %) qui se distinguent positivement.

Tableau 20. Taux de chômage et taux d'activité par MRC de l'Outaouais, 2021

	Valeur (%)	Rang (sur 103 MRC)
Taux de chômage		
Les Collines-de-l'Outaouais	5,9%	35
Pontiac	9,0%	83
Gatineau	9,2%	85
La Vallée-de-la-Gatineau	10,1%	89
Papineau	10,5%	91
Taux d'activité		
Les Collines-de-l'Outaouais	69,2%	9
Gatineau	66,6%	16
Papineau	53,2%	85
La Vallée-de-la-Gatineau	51,7%	93
Pontiac	51,1%	97

Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0485-01. Situation d'activité selon l'âge et le genre : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Nous n'avons pas de donnée sur le PIB par MRC au Québec. Pour évaluer la croissance économique sur dix ans, on utilise la croissance du revenu d'emploi médian des 25-64

ans (2012-2022), tel que montrée dans le tableau 21 ci-dessous. On obtient l'inverse du portrait précédent, c'est-à-dire que les trois MRC qui arrivaient aux dernières positions pour leur situation économique actuelle ont connu de meilleurs taux de croissance que les Collines-de-l'Outaouais et Gatineau. Il y aurait donc un processus de rattrapage économique par lequel les MRC moins développées économiquement tendent à connaître une croissance plus forte.

Tableau 21. Croissance du revenu d'emploi médian des 25-64 ans entre 2012-2022 (10 ans), par MRC

	Croissance (%)	Rang (sur 103 MRC)
Pontiac	56,0%	28
La Vallée-de-la-Gatineau	55,7%	31
Papineau	49,2%	66
Les Collines-de-l'Outaouais	42,1%	93
Gatineau	33,5%	102

Institut de la statistique du Québec (ISQ), exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (RQ).

Ce constat est confirmé par l'analyse de la croissance du revenu disponible par habitant (2012-2022), indiquée au tableau 22 ci-dessous, à l'exception des Collines-de-l'Outaouais qui fait mieux que Papineau.

Tableau 22. Croissance du revenu disponible par habitant entre 2012-2022 (10 ans), par MRC

	Croissance (%)	Rang (sur 103 MRC)
La Vallée-de-la-Gatineau	53,0%	10
Pontiac	52,2%	13
Les Collines-de-l'Outaouais	45,4%	54
Papineau	42,0%	83
Gatineau	40,3%	94

Source : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité économique des chasseurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

À l'instar du tableau 15 pour l'ensemble de l'Outaouais, le tableau 23 ci-dessous résume l'ensemble des statistiques des MRC de l'Outaouais. Le panel supérieur du tableau 23 reprend les données sur le taux de décrochage scolaire et sur le niveau d'éducation de la population, variables qui ont été présentées dans le chapitre 1. On indique aussi le rang de chaque MRC parmi les cinq MRC de l'Outaouais et le rang moyen pour les trois variables indiquées. Ce rang moyen indique que Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais

se distinguent particulièrement, avec des variables d'éducation qui sont nettement meilleures que les trois autres MRC.

Tableau 23. Résumé de l'analyse statistique des MRC de l'Outaouais

	Gatineau		Collines-de- l'Outaouais		Papineau		Pontiac		Vallée-de-la- Gatineau	
	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang
Persévérance scolaire et niveau d'éducation										
Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire	20,2%	2	16,9%	1	25%	3	36,6%	4	44%	5
Part (%) de la population de 25 à 64 ans sans aucun diplôme	10,4%	1	10,8%	2	17,5%	3	21,7%	5	20%	4
Part (%) de la population de 25 à 64 ans avec un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université	69,2%	1	63,2%	2	35,1%	5	40,6%	3	35,9%	4
Rang moyen (sur 5)		1,3		1,7		3,7		4,0		4,3
Variables socio-économiques										
Indice de vitalité économique	9,31	15	15,72	4	-4,73	80	-13,16	102	-12,32	99
Taux de chômage	9,2%	85	5,9%	35	10,5%	91	9,0%	83	10,1%	89
Taux d'activité	66,6%	16	69,2%	9	53,2%	85	51,1%	97	51,7%	93
Revenu disponible par habitant	34 306 \$	58	39 870 \$	10	31 259 \$	98	29 956 \$	103	31 802 \$	95
Croissance revenu disponible par habitant	40,3%	94	45,4%	54	42,0%	83	52,2%	13	53,0%	10
Revenu d'emploi médian (25-64 ans)	61 787 \$	9	69 192 \$	2	43 567 \$	93	45 395 \$	88	40 434 \$	100
Croissance revenu d'emploi médian (25-64 ans)	33,5%	102	42,1%	93	49,2%	66	56,0%	28	55,7%	31
Taux de faible revenu	7,3%	56	4,7%	9	9,8%	91	12,9%	98	13,9%	101
Rang moyen (sur 103)		54,4		27,0		85,9		76,5		77,3

Or, la précédente analyse de la situation socio-économique des MRC de l'Outaouais arrive à la même conclusion, c'est-à-dire que Gatineau et les Collines-de-l'Outaouais bénéficient de conditions socio-économiques plus avantageuses, présentant un meilleur rang parmi les 103 MRC du Québec que les trois autres MRC. Le panel inférieur du tableau 23 résume les données socio-économiques des MRC de l'Outaouais; la dernière ligne donne le rang moyen de chaque MRC parmi les 103 MRC québécoises. On voit que le classement moyen pour les variables socio-économiques est très indicatif du rang moyen pour les variables d'éducation: les MRC ayant des problématiques éducationnelles correspondent à celles ayant aussi des difficultés économiques. En d'autres termes, cette corrélation indique les impacts du décrochage scolaire et de l'éducation sur la situation économique des MRC de l'Outaouais.

Conclusion

Dans ce rapport, nous avons démontré que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour l'Outaouais et pour ses MRC. Comme le résume le tableau 24 ci-dessous, ces impacts sont multiples, tant sur le plan individuel – i.e. la qualité de vie des décrocheurs – que sur le plan régional – i.e. les coûts économiques et sociaux, ainsi que la limitation du potentiel de développement.

Nous avons estimé que le décrochage scolaire représente un coût économique substantiel pour la région, variant entre 1 milliard de dollars et 1,40 milliard de dollars annuellement, soit l'équivalent de 2 894 \$ à 4 011 \$ par habitant de 15 ans et plus. On rappelle cependant qu'il s'agit d'estimations très approximatives dans le seul but de présenter une estimation de l'ampleur du coût économique du décrochage.

Dans une perspective d'analyse coût-bénéfice, des investissements publics en Outaouais ayant pour objectif de soutenir la persévérance scolaire pourraient s'élever jusqu'à une fourchette d'un à 1,40 milliard de dollars par année tout en étant rentables économiquement. Ceci est particulièrement le cas dans les MRC de Papineau, du Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau qui affichent parmi les plus forts taux de décrochage scolaire au Québec.

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous avons aussi démontré que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région pouvait significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous avons expliqué comment le décrochage scolaire avait des effets négatifs sur plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement.

Nous avons illustré ce processus en traçant le portrait socio-économique de l'Outaouais et de ses MRC, en tentant de montrer la cohérence qui est attendue entre certaines de ses faiblesses économiques et ses enjeux en matière d'éducation. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Tableau 24. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional

Impacts individuels (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
<ul style="list-style-type: none"> • Revenus plus faibles • Actifs financiers plus faibles • Faible taux d'épargne 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales → Perte de recettes de taxes et d'impôts <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de PIB → Pauvreté territoriale
<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Affaiblissement cohésion sociale → Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) → Pauvreté territoriale → Perte d'attractivité régionale
<ul style="list-style-type: none"> • Chômage et absence d'emploi (inactivité) 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts d'assurance-emploi → Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Affaiblissement cohésion sociale → Pauvreté territoriale
<ul style="list-style-type: none"> • Faible productivité au travail 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de productivité régionale → Affaiblissement de la structure industrielle
<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindres prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problèmes • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Faible capital humain → Perte de productivité → Limitation du potentiel créatif → Moindre capacité d'innovation → Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique → Moindre entrepreneuriat régional → Croissance économique handicapée → Affaiblissement de la structure industrielle → Faible rendement des investissements en formation continue → Perte d'attractivité régionale
<ul style="list-style-type: none"> • Faible employabilité • Inactivité/Exclusion du marché du travail 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Inefficiency du marché du travail → Sous-utilisation des capacités productives → Chômage et faible taux d'activité → Pénuries de main-d'œuvre → Fort taux de roulement dans les organisations → Perte de productivité <p>Gouvernement et employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts de réinsertion au marché du travail
<ul style="list-style-type: none"> • Faible satisfaction au travail 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de productivité

<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de santé physique et mentale 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts supplémentaires système de santé → Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Affaiblissement cohésion sociale → Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.)
<ul style="list-style-type: none"> • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales → Dépenses policières et carcérales → Coûts vandalisme <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté → Perte d'attractivité régionale → Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) → Hausses primes et coûts d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de consommation et de dépendance 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts supplémentaires du système de santé → Dépenses sociales
<ul style="list-style-type: none"> • Grossesses précoces ou non désirées 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales
<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion sociale • Manque d'estime de soi et de statut social 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Moindre vitalité des communautés → Affaiblissement cohésion sociale → Affaiblissement santé démocratique
<ul style="list-style-type: none"> • Moindre participation communautaire, civique et politique 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Moindre vitalité des communautés → Affaiblissement cohésion sociale → Affaiblissement santé démocratique
<ul style="list-style-type: none"> • Faible consommation des loisirs, arts et culture 	<p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de PIB → Affaiblissement cohésion sociale

Bibliographie

- ACOSTA, R.A., et E.J. MARTIN. 2013. « California urban crisis and fiscal decline: Trends in high school dropout rates and economic implications », *Urbana: Urban Affairs & Public Policy* XIV, p. 1-33.
- AGHION, P., et P. HOWITT. 1998. *Endogenous Growth Theory*. Cambridge, MA, MIT Press.
- ATTANASIO, O.P. 1998. « Cohort analysis of saving behavior by U.S. households », *Journal of Human Resources* 33:575+.
- AUDRETSCH, D.B. 2003. « Innovation and spatial externalities », *International Regional Science Review* 26 (2), p. 167-174.
- BADULESCU, A., et C. CSINTALAN. 2016. « Decreasing School Dropout Rate As A Factor Of Economic Growth And Social Empowerment. Theoretical Insights », *The Annals of the University of Oradea. Economic Sciences XXV*, p. 457-464.
- BARRO, R.J. 1991. « Economic Growth in a Cross Section of Countries », *The Quarterly Journal of Economics* 106 (2), p. 407-443. doi: 10.2307/2937943
- BELFIELD, C.R. 2014. *The economic burden of high school dropouts and school suspensions in Florida*, The Civil Rights Project/Proyecto Derechos Civiles at UCLA.
- BELFIELD, C.R., et H.M. LEVIN. 2007. *The Economic Losses of High School Dropouts in California*, California Dropout Research Project Report #1.
- BENHABIB, J., et M.M. SPIEGEL. 2005. « Chapter 13. Human Capital and Technology Diffusion », in *Handbook of Economic Growth*, édité par Philippe Aghion et Steven N. Durlauf, Elsevier, p. 935-966.
- BERNARD, A.B., et J.B. JENSEN. 1999. *Exporting and productivity*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA (É.-U.).
- BLAYA, C. 2012. « Le décrochage scolaire dans les pays de l'OCDE », *Regards croisés sur l'économie* 12 (2), p. 69-80. doi: 10.3917/rce.012.0069
- CAMPBELL, C. 2015. « The socioeconomic consequences of dropping out of high school: Evidence from an analysis of siblings », *Social Science Research* 51, p. 108-118. doi.org/10.1016/j.ssresearch.2014.12.011
- CANCELLIERI, G., et autres. 2018. *Social Innovation in Arts & Culture. Social Cohesion in Contexts of Culture-led Place Rejuvenation*, Social Innovation, Routledge, 1st Edition éd.
- CARD, D. 1999. « Chapter 30 – The Causal Effect of Education on Earnings », in *Handbook of Labor Economics*, édité par Orley C. Ashenfelter et David Card, Elsevier, p. 1801-1863.
- CARLSON, L.C. 2013. « Adolescent Literacy, Dropout Factories, and the Economy: The Relationship between Literacy, Graduation Rates, and Economic Development in the United States », *Journal of Education and Human Development* 2 (1), p. 1-8.
- CATTERALL, J. 2011. « The Societal Benefits and Costs of School Dropout Recovery », *Education Research International* 2011. doi: 10.1155/2011/957303
- CHEESEMAN DAY, J., et E.C. NEWBURGER. 2002. « The Big Payoff: Educational Attainment and Synthetic Estimates of Work-Life Earnings », *Special Studies*,

- Current Population Reports*, Bureau of the Census (DOC), Washington, D.C., Economics and Statistics Administration.
- COHEN, M.A. 1998. « The Monetary Value of Saving a High-Risk Youth », *Journal of Quantitative Criminology* 14 (1):5-33. doi: 10.1023/A:1023092324459
- COHEN, M., et A.R. PIQUERO. 2009. « New Evidence on the Monetary Value of Saving a High Risk Youth », *Journal of Quantitative Criminology* 25 (1), p. 25-49. doi: 10.1007/s10940-008-9057-3
- Conseil de l'Europe. 2017. *Cultural participation and inclusive societies – A thematic report based on the Indicator Framework on Culture and Democracy*.
- CRAFTS, N., et P. WOLTJER. 2021. « Growth Accounting In Economic History: Findings, Lessons And New Directions », *Journal of Economic Surveys* 35 (3), p. 670-696. doi.org/10.1111/joes.12348
- DE WITTE, K., et D. MAZREKAJ. 2017. « Décrochage scolaire », in *L'école de la réussite*, édité par Hindriks Jean et Kristof De Witte, Itinera Institute.
- DESROSIERS, H. 2015. « Chapitre 3. Scolarité et compétences », in *Les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques : des clefs pour relever les défis du XXI^e siècle, Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, édité par Hélène Desrosiers, Institut de la statistique du Québec.
- DESROSIERS, H., et M. ROBITAILLE. 2003. « Chapitre 3. La scolarité : un élément clé des compétences en littératie », in *Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir*, Institut de la statistique du Québec.
- Développement des ressources humaines Canada. 2002. *Le décrochage scolaire : définitions et coûts*.
- DI PAOLA, V., et S. MOULLET. 2018. « Quel rôle pour le marché du travail local sur le risque de décrochage scolaire? », *Formation emploi* 144 (4), p. 95-116. doi: 10.4000/formationemploi.6547
- EASTERLY, W., et R. LEVINE. 2001. « It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models », *The World Bank Economic Review* 15 (2), p. 177-219.
- Eurofound. 2012. *Young people and NEETs in Europe: First findings*, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (Eurofound).
- FORTIN, P. 2016. *L'obtention d'un diplôme d'études secondaires rapporte un demi-million de dollars au diplômé*, édité par ESG-UQAM Département des sciences économiques.
- GIRSHINA, A. 2019. « Wealth, Savings, and Returns Over the Life Cycle: The Role of Education », *Swedish House of Finance Research Paper* (no 19-10).
- GROSSMAN, M. 2006. « Chapter 10. Education and Nonmarket Outcomes », in *Handbook of the Economics of Education*, édité par E. Hanushek et F. Welch, Elsevier, p. 577-633.
- HANKIVSKY, O. 2008. *Cost Estimates of Dropping Out of High School in Canada*, Canadian Council on Learning.
- HANUSHEK, E.A., et L. WÖßMANN. 2007. « The role of school improvement in economic development », *National Bureau of Economic Research Working Paper Series No. 12832*.

- HAVEMAN, R.H., et B.L. WOLFE. 1984. « Schooling and Economic Well-Being: The Role of Nonmarket Effects », *The Journal of Human Resources* 19 (3), p. 377-407. doi: 10.2307/145879
- HECKMAN, J.J. 2004. « Lessons from the Technology of Skill Formation », *Annals of the New York Academy of Sciences* 1038 (1), p. 179-200. doi.org/10.1196/annals.1315.026
- HEISZ, A., G. NOTTEN, et J. SITU. 2015. « The Role of Skills in Understanding Low Income in Canada », in *Measurement of Poverty, Deprivation, and Economic Mobility*, Emerald Group Publishing Limited, p. 153-184.
- JEANNOTTE, S. 2000. « Tango Romantica or liaisons dangereuses? Cultural policies and social cohesion: Perspectives from Canadian research », *International Journal of Cultural Policy* 7 (1), p. 97-113.
- LANGLOIS, P. 2018. *La littératie comme source de croissance économique*, Fondation pour l'alphabétisation et Fonds de solidarité FTQ.
- LANGLOIS, P. 2021. *La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux. Estimation d'un indice de littératie par MRC*, Fondation pour l'alphabétisation.
- LANGLOIS, P. 2023. *Incidence de la structure scolaire et collégiale sur la littératie des régions*, Fondation pour l'alphabétisation.
- LEVIN, H., et autres. 2007. *The Costs and Benefits of an Excellent Education for America's Children*, Teachers College, Columbia University.
- LUCAS, R.E. 1988. « On the mechanics of economic development », *Journal of Monetary Economics* 22 (1), p. 3-42. [dx.doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://dx.doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- MAK, H.W., et D. FANCOURT. 2019. « Arts engagement and self-esteem in children: results from a propensity score matching analysis », *Annals of the New York Academy of Sciences* 1449 (1), p. 36-45. doi.org/10.1111/nyas.14056
- MANKIW, N.G., D. ROMER, et D.N. WEIL. 1992. « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics* 107 (2), p. 407-437. doi: 10.2307/2118477
- MCCAUL, E.J., et autres. 1992. « Consequences of Dropping Out of School: Findings From High School and Beyond », *The Journal of Educational Research* 85 (4), p. 198-207. doi: 10.1080/00220671.1992.9941117
- MÉNARD, J. 2009. *Savoir pour pouvoir : Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec.
- MUENNIG, P.A. 2007. « Consequences in Health Status and Costs », in *The Price We Pay: Economic and Social Consequences of Inadequate Education*, édité par Clive Belfield et Henry M. Levin, Brookings Institution Press.
- NELSON, R.R., et E.S. PHELPS. 1966. « Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth », *The American Economic Review* 56 (1/2), p. 69-75.
- OCDE, et Statistique Canada. 1995. *Littératie, économie et société : résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes*, Paris et Ottawa.
- OECD. 2005. *Oslo Manual*.

- OREOPOULOS, P., et K.G. SALVANES. 2011. « Priceless: The Nonpecuniary Benefits of Schooling », *Journal of Economic Perspectives* 25 (1), p. 159-184. doi: 10.1257/jep.25.1.159.
- ROMER, P.M. 1990. « Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy* 98 (5), p. S71-S102.
- RUMBERGER, R.W. 2011. *Dropping out: Why students drop out of high school and what can be done about it*, Cambridge, MA (É.-U.), Harvard University Press. doi:10.4159/harvard.9780674063167
- SPENCE, M. 1973. « Job Market Signaling », *The Quarterly Journal of Economics* 87 (3):355-374. doi: 10.2307/1882010
- STUIT, D.A., et J.A. SPRINGER. 2010. *California's High School Dropouts: Examining the Fiscal Consequences*, Foundation for Educational Choice.
- SUM, A., I. KHATIWADA, et J. MCLAUGHLIN. 2009. *The consequences of dropping out of high school*, Center for Labor Market Studies Publications.
- THROSBY, D. 2001. *Economics and Culture*. Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press Book.
- UPPAL, S. 2017. « Young men and women without a high school diploma », in *Statistique Canada*.

Annexe

Tableau A1. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 2024¹

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	11 705 \$	34 936 \$	41 327 \$	43 599 \$	39 149 \$
DES ou attestation équivalente	15 527 \$	40 285 \$	52 688 \$	57 185 \$	47 481 \$
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	32 380 \$	49 090 \$	56 617 \$	57 422 \$	48 475 \$
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	19 646 \$	47 718 \$	65 269 \$	71 541 \$	59 742 \$
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	20 143 \$	47 292 \$	67 695 \$	78 228 \$	64 026 \$
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	24 380 \$	59 978 \$	89 707 \$	113 140 \$	101 897 \$

¹ Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

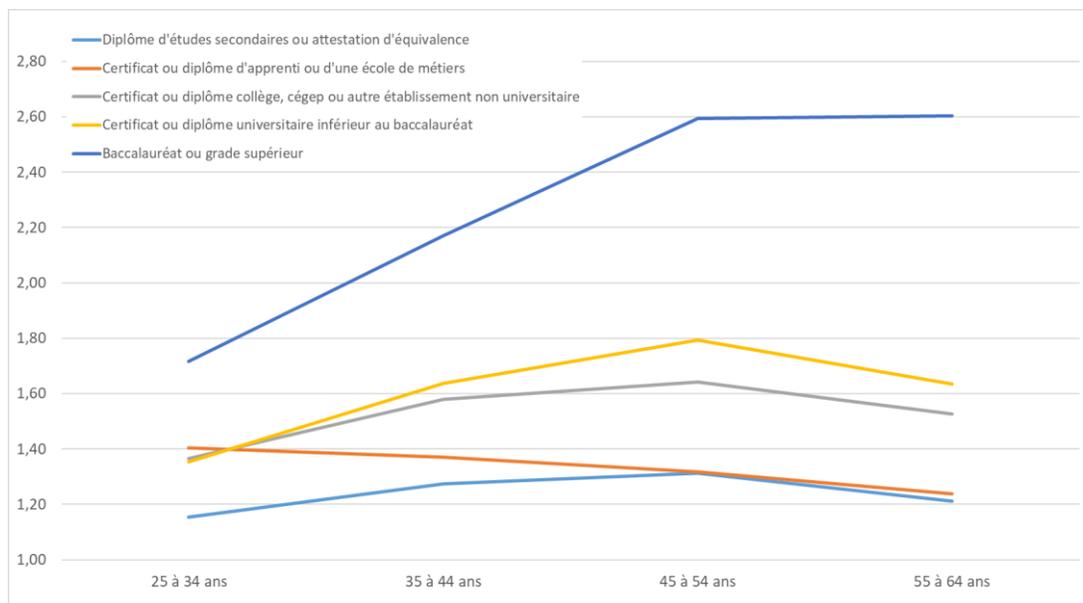
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Tableau A2. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2021

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	33,3%	9,8%	8,8%	11,5%	16,7%
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	32,5%	13,9%	13,2%	16,1%	23,8%
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	7,3%	19,4%	19,9%	18,5%	17,7%
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	18,3%	18,2%	19,2%	20,2%	18,1%
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	1,2%	3,2%	4,2%	4,4%	4,0%
Baccalauréat ou grade supérieur	7,3%	35,6%	34,6%	29,3%	19,6%

Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Figure A1. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 2024¹



¹ Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, *Tableau 37-10-0152-01, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.*

Tableau A3. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2024

Revenu d'emploi moyen annuel	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	Total 15-64 ans (moyenne pondérée ¹)
	1 Aucun certificat, diplôme ou	11 705 \$	34 936 \$	41 327 \$	43 599 \$	

grade						
2 Moyenne pondérée des DES-DEP ²	18 946 \$	45 608 \$	55 119 \$	57 315 \$	47 924 \$	46 592 \$
3 Moyenne pondérée des diplômés ³	19 768 \$	51 804 \$	71 143 \$	80 547 \$	64 499 \$	59 813 \$
Écarts						
4 Différence de revenu – A	7 241 \$	10 672 \$	13 792 \$	13 716 \$	8 774 \$	11 093 \$
5 Différence de revenu – B	8 063 \$	16 868 \$	29 816 \$	36 948 \$	25 350 \$	24 314 \$

¹ Pondérée selon la proportion de la population dans chaque tranche d'âge.

² Pondérée selon la répartition de la population par diplôme dans le total de la population ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.

³ Pondérée selon la répartition de la population par niveau d'études dans le total de la population ayant un certificat, diplôme ou grade.

Source : calculs de l'auteur.